



MenEngage Alliance
working with men and boys for gender equality

RÉSISTER AUX CONTRECOUPS

Les voies de l'avenir pour

l'Alliance MenEngage

Remerciements

Ce rapport a été rédigé par Alan Greig. Merci à Magaly Marques, Joni van de Sand et Laxman Belbase pour leur relecture. Merci aux membres de MenEngage qui ont participé aux consultations et ont partagé leurs précieuses idées et expériences. Pour plus d'informations sur le travail de l'Alliance MenEngage concernant la lutte contre les contrecoups, veuillez consulter le site : www.menengage.org.

Citation suggérée

MenEngage (2024) *RESISTING BACKLASH : Ways Forward for Alliance MenEngage* Washington, DC : MenEngage

Copyright © 2024 MenEngage Alliance



Contenu

Objectif et processus	1
Contexte	2
Intensification	6
Organisation	8
La dé-démocratisation	10
Constatations/préoccupations	13
Mesure visant à annuler les avancées politiques en matière de SDRS et d'éducation sexuelle intégrale	13
Ciblage des communautés LGBTQI+	14
Attaques contre les militants féministes et LGBTQI+ dans le cadre de la dé-démocratisation	15
Exploiter les discours et s'appropriier du langage pour s'attaquer à la justice en matière de genre	16
L'instrumentalisation des griefs et des anxiétés des hommes	17
Constatations/Réponses	20
Être plus stratégique	20
Améliorer les relations avec les hommes et les garçons	21
Soutenir et inciter les hommes et les garçons à changer	21
Travailler d'une façon plus créative avec les médias	22
Se présenter comme des alliés responsables dans les mouvements pour la justice de genre et la justice sociale	23
Constatations/besoins	25
Clarté partagée sur les valeurs et la stratégie	25
Compréhension commune et analyse des contrecoups	26
Amélioration des processus de partage des bonnes pratiques et des enseignements tirés de l'expérience	27
Une plus grande capacité interne à façonner les discours et à modifier les politiques	28
Des processus renforcés pour le soutien émotionnel et la sécurité personnelle	30
Un financement accru et durable	30
Recommandations	32

Objectif et processus

Dans son rapport de synthèse sur les discussions du 3e Symposium Mondial de MenEngage (le Symposium Ubuntu) au cours de l'année 2020-2021 sur le Contrecoup et Fondamentalisme, MenEngage notait que :

Partout dans le monde, on assiste à une intensification de la rhétorique antigendre, à une régression des droits reproductifs des femmes et à une réduction de l'espace de la société civile, le tout soutenu par une montée du populisme autoritaire et des mouvements fondamentalistes en ligne et hors ligne.¹

L'identification des moyens par lesquels l'Alliance MenEngage peut répondre plus efficacement à ces développements est une priorité urgente, car MenEngage est le seul réseau mondial d'organisations "ayant pour mission commune de mettre fin au pouvoir patriarcal en travaillant avec les hommes et les garçons et en remettant en question les notions néfastes et rigides de masculinité, pour la justice sociale et de genre".² Les développements mentionnés plus haut marquent une intensification et une réaffirmation du pouvoir patriarcal, et donnent lieu à une conversation continue au sein de l'Alliance sur la manière dont elle devrait réagir.

Dans son programme pour 2025-2028, l'Alliance MenEngage soutiendra en priorité le travail de ses membres pour lutter contre ce que l'on appelle souvent le "contrecoup patriarcal". Au cours des quatre prochaines années, l'Alliance se concentrera sur l'élaboration d'une stratégie collective de lutte contre les contrecoups et sur

le renforcement des capacités collectives pour une mobilisation efficace des hommes et des garçons par le biais de processus et de structures plus solides au sein de l'Alliance à tous les niveaux. Afin d'informer sur le développement de cette stratégie, un processus consultatif avec les réseaux régionaux de MenEngage et les membres du Conseil d'administration a été entrepris à la fin de 2023 et 2024. Le présent rapport résume les résultats de ce processus consultatif. Sous la forme d'un groupe de discussion en ligne d'une durée de 90 à 120 minutes, chaque consultation a permis d'explorer avec les personnes participantes les trois séries suivantes de questions :

- Les **préoccupations** qu'elles ont concernant les différentes formes de contrecoup patriarcal qu'elles rencontrent dans leur travail et leur impact sur les mouvements féministes et LGBTQI+ ;
- Leurs **réponses** aux contrecoups patriarcaux sur lesquelles elles veulent s'appuyer et comment elles veulent améliorer leur travail et le travail de MenEngage dans son ensemble ; et
- Les différents types de **besoins** (techniques, organisationnels, financiers, émotionnels) qui doivent être satisfaits pour que MenEngage soit efficace dans la lutte contre le contrecoup patriarcal.

Ce rapport résume les résultats de sept consultations qui ont eu lieu avec :

- Membres du conseil d'administration de l'Alliance MenEngage
- MenEngage Europe (MEE)
- MenEngage Amérique Latine
- MenEngage Asie du Sud (MEASA)
- MenEngage Africa
- Réseau MenEngage d'Amérique du Nord (NAMEN)

¹

<https://menengage.org/resources/contrecoup-and-fundamentalism-a-discussion-paper-of-the-ubuntu-symposium/p7>

² <https://menengage.org/about/core-principles/>

- Réseau d'action des hommes des Caraïbes (CariMAN)



Contexte

Dans son rapport de synthèse sur les discussions du symposium Ubuntu sur le Contrecoup et Fondamentalisme, MenEngage observe que "le contrecoup patriarcal est une nouvelle forme d'opposition aux droits des genres, qui est devenue plus dynamique au cours des dernières années."³ Les événements survenus depuis ne font que confirmer ce constat, en mettant en évidence les nombreuses formes que prend cette opposition :⁴

Avril 2021 : Une étude mondiale menée auprès de 850 femmes journalistes par le Centre international pour les journalistes (ICFJ) révèle que près de trois personnes interrogées sur quatre (73 %) ont subi des violences en ligne, avec des menaces de violence physique (25 %) et sexuelle (18 %) qui touchent un nombre important de femmes journalistes interrogées.⁵

Juin 2022 : la Cour suprême des États-Unis annule l'arrêt *Roe v. Wade*, qui garantissait le droit constitutionnel à l'avortement depuis près de 50 ans.

Septembre 2022 : lors d'un référendum national, le Chili rejette par 62 % des voix contre 38 % le texte d'une nouvelle constitution proposé par la Convention Constitutionnelle, qui aurait légalisé l'avortement, exigé la parité hommes-femmes dans les fonctions gouvernementales et établi des territoires indigènes autonomes. Le succès de la campagne du "non" est largement attribué à des campagnes de peur en ligne, liées à des groupes conservateurs et d'extrême-droite, concernant les avortements sans restriction et les peuples

indigènes obtenant plus de droits que le reste de la nation, qui n'étaient pas des descriptions exactes des réformes proposées.

Décembre 2022 : le Parlement indonésien adopte un nouveau code pénal contenant des dispositions qui, selon Human Rights Watch, "violent les droits des femmes, des minorités religieuses et des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT), et affaiblissent les droits à la liberté d'expression et d'association".⁶

Janvier 2023 : En Chine, la loi révisée sur la protection des droits et des intérêts des femmes comprend de nouvelles dispositions visant à protéger les femmes sur le lieu de travail, notamment contre le harcèlement sexuel. Mais elle contient également une disposition qui promeut la notion de "respect des valeurs familiales" pour les femmes, et le discours officiel associe explicitement le soutien aux valeurs familiales au maintien des rôles domestiques des femmes au sein de la famille.

Mars 2023 : Le Parlement ougandais adopte la loi contre l'homosexualité, qui criminalise les relations consensuelles entre personnes de même sexe, avec des peines pouvant aller jusqu'à la prison à vie, les tentatives d'actes homosexuels, avec des peines de 10 ans de prison, et la peine de mort pour les personnes reconnues coupables d'"homosexualité aggravée", qui comprend des actes sexuels répétés avec des personnes de même sexe et des relations sexuelles avec une personne de moins de 18 ans, de plus de 75 ans, ou avec une personne handicapée.

Novembre 2023 : Lors de la cérémonie officielle de signature à Samoa, 35 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) refusent de signer le nouvel accord de partenariat entre l'Union

³ <https://menengage.org/resources/contrecoup-and-fundamentalism-a-discussion-paper-of-the-ubuntu-symposium/p6>

⁴ Cette liste est indicative et non exhaustive.

⁵ Posetti, J. et N. Shabbir (2022). *The Chilling* : Une étude mondiale de la violence en ligne contre les femmes journalistes. Washington, DC : Centre international pour les journalistes et UNESCO. <https://www>.

⁶ <https://www.hrw.org/news/2022/12/08/indonesia-new-criminal-code-disastrous-rights>



Européenne et 79 pays de l'ACP, s'opposant au texte sur les droits à une éducation complète en matière de santé sexuelle et reproductive ainsi qu'aux droits concernant l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Ce n'est qu'après avoir supprimé la formulation explicite de ces questions et l'avoir remplacée par un engagement moins spécifique à mettre en œuvre les accords internationaux existants qu'un compromis a pu être trouvé pour garantir ce cadre juridique affectant la vie de quelque deux milliards de personnes.⁷

Novembre 2023 : Une étude mondiale menée par la fondation Kvinna till Kvinna sur les expériences de 458 activistes des droits des femmes et des droits des homosexuels dans 67 pays révèle que trois personnes interrogées sur quatre ont été menacées ou harcelées en raison de leur activisme, soit une augmentation de 15 pourcent par rapport à la même étude réalisée il y a deux ans.⁸ Près de 25 % des activistes ont reçu des menaces de mort et 58 % des personnes interrogées déclarent que les gouvernements sont les principaux responsables des menaces auxquelles ils sont confrontés ; dans certaines régions, ce chiffre atteint 80 %.

Novembre 2023 : La Cour suprême de Russie déclare que le "mouvement LGBT international" est une "organisation extrémiste", ce qui compromet toute forme d'activisme en faveur des droits des personnes LGBTQI+ dans le pays.

Février 2024 : Protego, un projet de l'Institut pour la Santé des Femmes, est officiellement lancé en Ouganda en tant qu'initiative de renforcement des capacités visant à aider les gouvernements à rendre opérationnelle la

Déclaration du Consensus de Genève (DCG) contre l'avortement.⁹ Seuls 51 pays autorisent actuellement l'avortement sans obligation de justification, bien que les soins complets liés à l'avortement figurent sur la liste des services de santé essentiels publiée par l'OMS en 2020.¹⁰

Mars 2024 : Lors de la 68e session de la CSW, il y a un mouvement de recul concerté contre le langage expansif en matière de genre, plusieurs États membres remettant en cause le langage établi de longue date sur le genre dans le texte, y compris la "violence sexiste", et faisant preuve de peu de flexibilité sur les questions liées à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SDSR). Malgré les pressions, les références à la "violence sexiste" et à la "santé reproductive et sexuelle" sont finalement maintenues dans le texte. Cependant, le Women's Rights Caucus (WRC) note avec inquiétude "la présence d'acteurs anti-droits, organisant des événements et des mobilisations parallèles à la CSW et des missions de lobbying pour faire reculer la santé et les SDSR et les droits des personnes LGBTQI".¹¹

Mai 2024 : Dans son rapport phare "*Laws on Us*", l'Association Internationale des Lesbiennes, Gays, Bisexuels, Trans et Intergenres (ILGA) note que la loi est de plus en plus utilisée pour réprimer les discours relatifs aux droits et aux questions LGBTQI+ ; la Jordanie, le Kirghizstan et l'Ouganda ont officiellement mis en œuvre des dispositions légales visant la soi-disant "promotion" de l'"homosexualité". Le Belarus a commencé à classer les contenus liés à la diversité sexuelle et de genre dans la catégorie "pornographie". En outre, un tiers des pays du

7

<https://www.euractiv.com/section/africa/news/holdouts-cast-shadow-over-new-eu-pact-with-african-caribbean-and-pacific-states/>

⁸ Pruth, C. et E. Zillén (2023). L'espoir et la résistance vont de pair : La situation des femmes défenseurs des droits humains 2023. Stockholm, Suède : Fondation Kvinna till Kvinna. <https://kvinnatillkvinna.org/>

9

<https://www.ipas.org/wp-content/uploads/2024/03/Ipas-Protego-Operationalizing-the-Genève-Consensus-Declaration-OPPROE-24.pdf>

¹⁰ <https://abortion-policies.srhr.org/?mapq=q1j>

11

<https://fosfeminista.org/media/wrc-statement-on-the-csw68-agreed-conclusions/>



monde continuent de criminaliser les actes sexuels consensuels entre personnes du même sexe : 60 États membres des Nations Unies en vertu de la loi, et deux autres *de facto*.¹²

Juin 2024 : En Argentine, où le mouvement féministe populaire Ni Una Menos s'est mobilisé pour la première fois en 2015 pour protester contre la crise des féminicides dans le pays et les conditions sociales et économiques qui alimentent cette violence misogyne, la présidente Milei, récemment élue, dissout l'agence gouvernementale chargée de traiter la question de l'égalité des genres, y compris la violence sexiste.¹³

Juin 2024 : L'American Civil Liberties Union (ACLU) signale qu'elle suit 527 projets de loi anti-LGBTQ+ actuellement examinés par les assemblées législatives des États à travers les États-Unis, dont la majorité vise les droits des transgenres, et en particulier ceux des jeunes transgenres.¹⁴

Des développements progressifs sont également évidents. En octobre de cette année, Claudia Sheinbaum deviendra la première femme chef d'État au Mexique, où 12 des 31 États du pays ont dépénalisé l'avortement, et deux autres devraient le faire bientôt. Le mouvement Ni Una Menos reste fort en Argentine et a organisé cette année sa neuvième marche annuelle pour protester contre le recul du gouvernement en matière de politiques de lutte contre la violence fondée sur

le genre et les discours anti-LGBTQI+. Des manifestations contre les féminicides organisées par des militants des droits des femmes ont éclaté dans tout le Kenya en janvier 2024 pour exiger une action du gouvernement¹⁵ et les organisations féministes ont été largement impliquées dans la direction des manifestations de masse #EndSARS contre la brutalité policière et la corruption au Nigéria en 2020.¹⁶

Contestant la dérive à droite de la politique européenne, évidente lors des récentes élections au Parlement Européen, Donald Tusk a été réélu Premier ministre de la Pologne en 2023 avec le mandat de renverser les politiques antigendre du parti sortant Droit et Justice (PiS). En mars de cette année, le gouvernement polonais a publié le projet de loi initial visant à modifier le code pénal, proposant jusqu'à trois ans d'emprisonnement pour l'incitation à la haine fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre.¹⁷ L'ILGA signale que quatre États membres des Nations Unies (Andorre, l'Estonie, la Grèce et la Slovénie) ont récemment fait de l'égalité des mariages une réalité, et que le Népal a pris une ordonnance provisoire pour faciliter de telles unions. Au cours de la même période, la Bolivie et la Lettonie ont légalisé les unions civiles entre personnes du même sexe, et plusieurs préfectures japonaises ont fait de même. Depuis janvier 2023, cinq autres États membres de l'ONU ont adopté la reconnaissance légale du genre sur la base du principe d'auto-identification : L'Allemagne, l'Équateur, l'Espagne, la Finlande et la Nouvelle-Zélande, ainsi que l'État du Yucatán au Mexique.¹⁸

¹² <https://ilga.org/news/laws-on-us-2024-lgbti-human-rights/>. L'ILGA souligne que la légalité des actes sexuels entre personnes de même sexe ne peut être interprétée comme la preuve d'un environnement de vie plus sûr pour les personnes ayant des orientations sexuelles ou des identités ou expressions de genre diverses. Dans de nombreux États où les actes sexuels consensuels entre personnes du même sexe sont légaux, la stigmatisation sociale des personnes perçues comme non hétérosexuelles ou non cisgenres reste alarmante.

¹³ <https://www.cfr.org/blog/women-week-milei-administration-dissolves-argentin-ministry-women>

¹⁴ <https://www.aclu.org/legislative-attacks-on-lgbtq-rights-2024>

¹⁵

<https://www.cfr.org/blog/women-week-record-protest-kenya-against-femicide>

¹⁶

<https://cofemsocialchange.org/endsars-in-solidarity-with-nigeria-n-women-and-feminists/>

¹⁷ <https://database.ilga.org/incitement-violence-lgbti>

¹⁸ Ibid



Malgré ces évolutions, il est clair que les progrès en matière de justice de genre et de droits sexuels continuent de se heurter à de nombreuses formes de contrecoups. Dans un document publié en 2023, l'ODI note qu'une "détérioration globale des progrès en matière de droits des femmes prend la forme d'un contrecoup coordonné et bien financé contre l'égalité des genres, la diversité LGBTQI+ et le féminisme", qui est "intimement lié aux tendances au recul autoritaire de la démocratie dans le monde".¹⁹ Dans un rapport sur l'année 2023, l'Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social (UNRISD) observe que :

*Au niveau mondial, des acteurs et des discours antigendre sont apparus en réponse aux développements politiques nationaux et mondiaux relatifs à l'accès à l'avortement, à la prise en charge d'affirmation de genre pour les personnes transgenres et intergenres, à l'offre de CSE et à l'émergence des "études de genre" dans l'enseignement secondaire et supérieur.*²⁰

Comme l'indique le rapport du symposium Ubuntu de MenEngage, le contrecoup brutal peut être considéré comme un ensemble d'actions et de réactions opposées à la justice en matière de genre et de droits sexuels, qui peuvent ou non être liées à des progrès spécifiques dans ces domaines. Nay El Rahi et Fatima Antar, de l'Institut Arabe des Femmes (AIW) de l'Université américano-libanaise (LAU), partenaire du programme Countering Backlash de l'Institute of Development Studies, confirment ce point de vue. Dans le contexte

libanais au moins, "le contrecoup n'est plus une réaction de repli ou une anomalie, mais devrait plutôt être conceptualisée comme une condition inhérente aux systèmes d'oppression et comme un mécanisme d'autoprotection intégré".²¹ En ce sens, le contrecoup peut être compris comme "préventif [...] qui vise à empêcher les changements du statu quo et ne nécessite pas de tentative de revendication du pouvoir".²²

Étant donné que la résistance aux défis, réels ou potentiels, du statu quo patriarcal est inhérente aux systèmes patriarcaux, la question se pose de savoir ce qu'il y a de nouveau ou de différent dans les formes et les expériences contemporaines de résistance et de contrecoup patriarcal. Comprendre les continuités et les changements par rapport à ce qui a toujours été vrai historiquement dans les systèmes patriarcaux, même s'ils varient selon les époques et les lieux, est crucial pour une réponse efficace à l'avenir. La littérature abondante et croissante sur le contrecoup patriarcal suggère trois aspects des manifestations contemporaines du contrecoup qui posent un défi nouveau ou différent, à savoir:

- Intensification
- Organisation
- Dé-démocratisation

¹⁹

<https://www.alignplatform.org/resources/briefing-facing-contrecoup-p2>

²⁰

<https://cdn.unrisd.org/assets/library/papers/pdf-files/2023/wp-2023-4-anti-gender-movement.pdf-p1>

²¹

<https://www.ids.ac.uk/news/understanding-gender-contrecoup-through-southern-perspectives/> p153-154

²² Ibid. p154



Intensification

Si la résistance aux remises en cause du statu quo patriarcal est aussi ancienne que les systèmes patriarcaux eux-mêmes, ce qui est nouveau, c'est la manière dont **les technologies numériques ont dynamisé et ramifié cette résistance patriarcale au changement progressif**. À la fin de 2023, près de 70 % de la population mondiale utilisera un smartphone.²³ Non seulement la vie sociale, mais aussi de plus en plus d'aspects de la vie économique et politique des gens se déroulent en ligne, où la violence liée au sexe est désormais très répandue.²⁴

La violence sexiste en ligne peut prendre de nombreuses formes, mais en ce qui concerne l'intensification du contrecoup patriarcal, c'est la manière dont cette violence est organisée et perpétrée qui est la plus préoccupante. Il existe aujourd'hui un nombre croissant de travaux de recherche visant à répondre à cette préoccupation, dont la plupart se concentrent sur le rôle de ce que l'on appelle aujourd'hui communément la "manosphère". Il s'agit d'un écosystème en ligne composé de sites, de canaux et de groupes de discussion en ligne disparates, qui se chevauchent et sont parfois contradictoires, axé sur les "questions masculines" et organisé autour de la misogynie et de l'antiféminisme. Selon l'universitaire américain Jack Z. Bratich, la "manosphère est intrinsèquement un projet de diffusion des hommes : elle cherche à infuser la totalité de la sphère digitale d'une guerre contre les femmes facilitée par la technologie".²⁵

Comme le montre clairement la recherche sur la **manosphère**, ce qui était à l'origine un phénomène largement anglophone est aujourd'hui un phénomène mondial, des études s'intéressant à ses manifestations dans de nombreux pays et langues. Il existe également des preuves de l'existence de tendances : les sites dont le contenu est plus ouvertement misogyne et violent deviennent plus populaires au fil du temps. Une étude a révélé que les communautés plus anciennes, telles que Men's Rights Activists (MRA/Activistes des Droits de l'Homme) et Pick Up Artists (PUA/Artistes de la Drague), deviennent moins populaires et moins actives, tandis que les communautés plus récentes, telles que les Incels, Men Going Their Own Way (MGTOW) et The Red Pill (TRP), sont florissantes. L'étude conclut que "l'analyse indique que les nouvelles communautés de la manosphère (Incels, MGTOW et TRP) sont plus toxiques et misogynes que les anciennes (PUA, MRA), comme l'a théorisé la littérature antérieure".²⁶

En outre, la recherche suggère également que **les aspects techniques du fonctionnement des plateformes numériques**, en particulier l'utilisation d'algorithmes de recommandation pour diriger les utilisateurs vers d'autres contenus, servent à augmenter l'exposition à des contenus plus misogynes. Une étude expérimentale réalisée en 2024, comparant des utilisateurs recherchant des contenus normatifs masculins (par exemple des sports) ou des contenus spécifiques à la manosphère, "ont été injectés de contenus masculinistes, antiféministes et d'autres contenus extrémistes et, une fois que le compte a montré son intérêt en regardant ce type de contenu, la quantité a rapidement augmenté".²⁷ Les chercheurs ont également noté que les contenus mettant en scène des "Manfluencers" (influenceurs masculins) représentaient la grande majorité des vidéos recommandées dans l'ensemble des données, ce qui démontre leur importance dans l'écosystème actuel de la manosphère.

²³ <https://www.statista.com/topics/840/smartphones/#topicOverview>

²⁴ <https://www.ids.ac.uk/publications/global-evidence-on-the-prevalence-and-impact-of-online-gender-based-violence-ogbv/>

²⁵ <https://www.commonnotions.org/on-microfascism>

²⁶ https://www.researchgate.net/publication/338737324_The_Evolution_of_the_Manosphere_Across_the_Web.p10

²⁷ <https://antibullyingcentre.ie/wp-content/uploads/2024/04/DCU-Toxicity-Full-Report.pdf> p2



Les activités de la manosphère illustrent l'intensification du contrecoup patriarcal. Elle a **mis en réseau des attaques en ligne misogynes, homophobes et transphobes** d'une ampleur et d'une rapidité sans précédent. L'orchestration de ces attaques, dont beaucoup sont dirigées contre des militantes féministes et LGBTQI+ ainsi que contre des femmes politiques actives ou aspirantes, est bien documentée. La recherche se penche également sur les expériences des hommes et des garçons qui participent à cet écosystème en ligne, cherchant à expliquer la montée de la manosphère. Une série d'explications se concentre sur les aspects techniques du fonctionnement des plateformes numériques, ce que l'on appelle leurs actions possibles. Outre leur échelle et leur rapidité, qui permettent aux communautés ou "publics" en ligne de se former largement et rapidement, c'est à la fois l'anonymat et la permission sociale accordée par les groupes de pairs en ligne qui sont proposés pour expliquer l'augmentation des comportements misogynes, homophobes et transphobes des hommes en ligne.

Une deuxième série d'explications préfère mettre l'accent sur la façon dont une **crise de la masculinité**, quelle que soit son origine (réelle ou perçue), a alimenté un sentiment intense de grief, de colère et d'anxiété chez un nombre croissant d'hommes. Les espaces en ligne en général, et la manosphère en particulier, deviennent alors un lieu où l'on trouve une communauté, où l'on cherche du soutien, où l'on se défoule et, pour certains, où l'on se venge. Comme le note le document de travail du symposium Ubuntu, "le fait que ces espaces misogynes attirent parfois les jeunes comme un lieu d'orientation, de sécurité et de compréhension au sein d'un groupe de pairs est particulièrement préoccupant".²⁸ Il est important de noter l'intentionnalité de cet attrait. Les sites et les influenceurs de la manosphère se présentent intentionnellement comme des sources de conseils et de soutien pour les hommes, et en particulier pour les jeunes hommes, afin de les recruter dans des visions du monde misogynes.

Une troisième série d'explications, liée aux deux autres, met en évidence le modèle commercial de ce que l'on appelle de plus en plus souvent le **capitalisme de plateforme**, dont "l'économie de l'attention" repose sur le maintien de l'attention des utilisateurs par le biais d'une provocation émotionnelle, d'autant plus forte qu'elle est extrême. La manosphère est donc en partie au moins la "monétisation de l'insécurité masculine [qui] sert non seulement à intégrer l'idéologie antiféministe et anti-LGBTQ, mais peut aussi servir de passerelle vers des visions marginales du monde d'extrême droite et autres extrêmes".²⁹ Un article récent sur les liens entre le néolibéralisme et ce qu'il appelle le conservatisme antigendre souligne l'importance de l'**incitation émotionnelle** des affects politiquement utilisables (y compris la peur, la rage ou le dégoût) qui sont efficaces pour mobiliser le soutien du public en "saisissant" les sujets sur le plan émotionnel.³⁰

Il sera essentiel de s'attaquer à cette emprise émotionnelle pour apporter une réponse efficace au contrecoup patriarcal et à la résistance. Pour ce faire, il faut comprendre les **discours** utilisés pour cette incitation émotionnelle, qui, dans la manosphère et en ligne de manière plus générale, sont les suivants:

- L'émasculatation et la victimisation des hommes, généralement attribuées au "succès" du féminisme
- Menace reproductive de la part d'autres personnes racialisées, exploitant la perte de virilité des hommes (majoritaires)
- Le genre, une menace idéologique pour la famille "naturelle" et l'ordre social qu'elle défend
- L'antiféminisme comme anti-establishment et comme anticolonialisme

²⁸ <https://menengage.org/resources/contrecoup-and-fundamentalism-a-discussion-paper-of-the-ubuntu-symposium/p8>

²⁹ <https://antibullyingcentre.ie/wp-content/uploads/2024/04/DCU-Toxicity-Full-Report.pdf>

³⁰ <https://www.tandfonline.com/doi/epdf/10.1080/13569317.2021.1921937?needAccess=true>



- Les hommes "récupèrent" leur pouvoir comme une forme de guérison personnelle et de sauvetage de la société.

Ces discours ont joué un rôle central dans la mobilisation des hommes en faveur du contrecoup patriarcal et de l'organisation antigendre, bien qu'à des degrés différents selon les endroits. L'élaboration de contre-discours sera, à son tour, essentielle pour mobiliser les hommes en faveur de la justice de genre.

Organisation

La deuxième différence entre les manifestations contemporaines du contrecoup brutal et les précédentes réside dans leur forme d'organisation. Ce qui a commencé comme un mouvement organisé par le Vatican et d'autres groupes religieux au milieu des années 1990 s'est transformé en un **ensemble beaucoup plus large de coalitions interconnectées**. En Amérique latine, l'universitaire et activiste brésilienne Sonia Corrêa note qu'il existe une "ancienne infrastructure politique catholique antiavortement" qui est désormais "encerclée par un assemblage relativement lâche de politiciens conservateurs, de professionnels, de riches entrepreneurs, de groupes de réflexion ultra-néolibéraux, d'experts et d'activistes et, dans de plus rares cas, de groupements ouvertement nazis et fascistes, de personnel militaire et policier et, spécifiquement au Brésil, de la droite juive liée à l'évangélisme conservateur".³¹ En Europe, Neil Datta, fondateur et directeur du European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights (Forum parlementaire européen pour les droits sexuels et reproductifs), souligne les liens entre le fondamentalisme religieux, les mouvements fascistes d'extrême droite et les forces populistes dans l'organisation de la lutte contre le sexisme.³²

Depuis le début et le milieu des années 2010, les **idées antigendre ont gagné un attrait plus large** en dehors des cercles religieux, étant "incorporées dans les programmes politiques des partis et mouvements nationalistes populistes, antilibéraux et d'extrême droite, et dans certains pays, elles ont même fait leur chemin dans la législation et la politique publique (c'est-à-dire au Brésil, en Pologne, en Hongrie et en Russie)".³³ Les discours énumérés dans la section précédente n'ont pas seulement suscité une emprise émotionnelle, mais aussi un genre de colle organisationnelle, liant un ensemble d'acteurs et d'intérêts par ailleurs très divers. En Europe de l'Est, Agnieszka Graff et Elżbieta Korolczuk parlent d'une "synergie opportuniste, une dynamique qui comprend des alliances politiques, des affinités idéologiques et des liens organisationnels".³⁴

De manière significative, ils notent également que "bien que dominées par les hommes, ces formations comptent **un nombre significatif de femmes** et ont largement recruté des jeunes pour l'activisme national et international contre l'avortement et le genre".³⁵ Alors que l'activisme antigendre se concentre sur les changements politiques et juridiques au niveau national et invoque fréquemment des discours de déclin national, les coalitions décrites ci-dessus sont "toujours branchées sur **des réseaux transnationaux** à travers lesquels sont partagés des répertoires, des stratégies et des flux d'argent communs". Très adaptables au contexte et aux circonstances, les formations antigendre sont promptes à saisir les opportunités politiques".³⁶ Il convient également de noter, comme l'indique clairement un

³¹ <https://sxpolitics.org/summaries-of-country-case-studies/22094> p12-13

³² <https://counteringcontrecoup.org/reinterpreting-the-global-tide-of-patriarchal-contrecoup/>

³³ <https://www.tandfonline.com/doi/epdf/10.1080/13569317.2021.1921937?needAccess=true> p65

³⁴ <https://library.oapen.org/handle/20.500.12657/50542> p7

³⁵ Ibid. p13

³⁶ Ibid. p13



document récent de l'UNRISD, que "la manière dont l'argent et les idées circulent au service du plaidoyer antigendre dans et entre les pays et les parties prenantes [...] défie les binaires Nord-Sud plus conventionnels et les logiques qui y sont associées."³⁷

Non seulement la forme organisationnelle a changé, mais les stratégies et le **professionnalisme de l'organisation antigendre** ont également évolué. Sonia Corrêa souligne que "[le langage antigendre est populaire, polyvalent et plein de bon sens. Il a abandonné la sémantique religieuse pour emprunter des arguments et des ressorts rhétoriques à la biologie, à la biomédecine, à la démographie comme à la démocratie, à la citoyenneté et aux droits".³⁸ La **cooptation d'un langage de droits** a souvent été notée ; "les acteurs antigendre utilisent de plus en plus des arguments fondés sur les droits (y compris le droit à la liberté de religion, à la liberté d'expression et aux droits de l'homme) pour légitimer la discrimination des personnes non hétérosexuelles ou transgenres".³⁹ Cette cooptation est particulièrement importante dans le cadre de la stratégie de **dénigrement des normes**, qui vise à saper la légitimité des normes relatives à l'égalité des genres et aux droits des femmes. Comme l'indique clairement un document de l'ODI, ces activités d'altération des normes sont "soutenues par un réseau de plus en plus professionnalisé d'acteurs qui diffusent des discours antidroits au sein des systèmes de l'ONU et modifient le discours sur les droits de l'homme".⁴⁰

L'accent mis sur le professionnalisme croissant est souligné dans un document récent pour l'UNRISD, qui note que "le plaidoyer contre le genre s'est professionnalisé, faisant circuler l'argent et les idées à travers des écosystèmes de groupes de réflexion pro-famille dotés de chercheurs titulaires de diplômes de troisième cycle, capables de présenter et de diffuser leurs messages à l'aide d'outils tels que des articles évalués par des pairs, des séminaires en ligne et des rapports".⁴¹ Ce professionnalisme est stratégique, conçu pour s'aligner sur "le **langage technocratique des Nations unies** ; les notions de rigueur, d'engagement dans l'examen par les pairs et de liens revendiqués avec des établissements d'enseignement supérieur contribuent à garantir que le message ne puisse pas être facilement rejeté comme étant partisan ou représentant le(s) programme(s) de donateurs, de pays ou d'institutions particuliers"⁴²

Alors que la stratégie de cooptation du langage des droits a été largement étudiée, le document de l'UNRISD met en garde contre le fait que "les enquêtes ont largement négligé les façons dont les acteurs antigendre utilisent le **langage de la "durabilité" et du "développement"** dans leurs efforts pour justifier leur opposition aux droits reproductifs des femmes, à l'autonomie corporelle et aux droits des personnes LGBTIQ+."⁴³ Les auteurs notent également que les stratégies de cadrage narratif utilisées par les forces antigendre ont été, d'une certaine manière, aidées par les insistances et omissions des accords internationaux eux-mêmes. Il s'agit notamment de la manière dont les droits des femmes et les objectifs d'égalité entre les genres sont abordés dans les déclarations et instruments mondiaux tels que la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH) ou les Objectifs de Développement Durable (ODD), qui peuvent "se prêter à une adaptation pour convenir aux **discours pro-famille**

³⁷ <https://cdn.unrisd.org/assets/library/papers/pdf-files/2023/wp-2023-4-anti-gender-movement.pdf> p4

³⁸ <https://sxpolitics.org/summaries-of-country-case-studies/22094> p13

³⁹ <https://www.tandfonline.com/doi/epdf/10.1080/13569317.2021.1921937?needAccess=true> p65

⁴⁰ <https://odi.org/en/publications/feminist-responses-to-norm-spoiling-united-nations/> p1

⁴¹ <https://cdn.unrisd.org/assets/library/papers/pdf-files/2023/wp-2023-4-anti-gender-movement.pdf> p2

⁴² Ibid. p12

⁴³ Ibid. p13



hétéronormatifs".⁴⁴ Le fait de positionner la famille (implicitement hétéronormative) comme le fondement du développement social ouvre la voie à de tels discours. Comme l'indique clairement le document de l'UNRISD, " les exhortations à amplifier la famille naturelle, à limiter les interprétations erronées et à éviter l'effondrement civilisationnel en se référant aux instruments de l'ONU ne sont possibles que parce que la DUDH et les ODD eux-mêmes ne contiennent aucune référence aux personnes LGBTQI+ ".⁴⁵

La dé-démocratisation

Le succès remporté ces dernières années par les **dirigeants et partis autoritaires** du monde entier, qui ont eu recours à une politique "antigenre" pour conquérir et consolider le pouvoir, est désormais bien documenté. Les universitaires Agnieszka Graff et Elżbieta Korolczuk notent que "les politiques de reproduction, de parenté et de hiérarchie du pouvoir entre les genres sont toujours au centre des campagnes antigenre" et que "ce qui est réellement en jeu ici, c'est le statut social des hommes en général et le rôle du père dans la famille".⁴⁶ Mais ils précisent également que les masculinités patriarcales qui sont au cœur du mouvement antigenre sont déployées au service d'une attaque plus large contre les droits de l'homme, les processus démocratiques et la justice sociale. Comme ils le soulignent, il est important de "conceptualiser les récentes luttes sur le "genre" comme faisant partie d'un conflit plus large, où le véritable enjeu est l'avenir de la démocratie".⁴⁷ De plus en plus d'études documentent les liens entre les forces antigenre et ce que l'on a appelé le "**recul démocratique**".⁴⁸

Les analyses du mouvement antigenre en Amérique Latine en font l'écho. Alors que le mouvement est généralement considéré comme une "constellation transnationale d'acteurs œuvrant à la préservation de la hiérarchie hétéropatriarcale du sexe et du genre dans tous les domaines de la vie sociale, politique, économique et culturelle",⁴⁹ Sonia Corrêa souligne que "les politiques antigenre ne se limitent pas à promouvoir des régressions législatives et politiques en matière de genre, de sexualité et de lois sur l'avortement".⁵⁰ Au contraire, il est clair que "l'investissement réalisé par ces croisades dans la préservation ou la restauration d'ordres profondément raciaux et inégaux en matière de genre et de sexualité est au cœur des **érosions démocratiques** et des changements conservateurs extrêmes qui balayent le paysage régional".⁵¹

L'utilisation de discours et d'organisations antigenres au service de la dé-démocratisation a incité de nombreux commentateurs à conceptualiser ces discours et ces organisations de manière plus générale comme constituant un programme **anti-droits**. Cette approche permet d'attirer l'attention sur la manière dont ces discours et l'organisation antigenre qui y est associée sont liés à des attaques contre les droits humains en général, et en particulier contre les droits des groupes marginalisés et racialisés. Ce cadre met également en évidence les politiques de genre parfois compliquées des discours et de l'organisation contre les droits humains. Les campagnes et politiques anti-immigration menées dans de

⁴⁴ Ibid. p2

⁴⁵ Ibid. p15

⁴⁶ <https://library.oapen.org/handle/20.500.12657/50542.p6>

⁴⁷ Ibid. p3

⁴⁸

<https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2020/Discussion-paper-Democrati-c-backsliding-and-the-contrecoup-against-womens-rights-en.pdf>

⁴⁹ <https://cdn.unrisd.org/assets/library/papers/pdf-files/2023/wp-2023-4-anti-gender-movement.pdf.p3-4>

⁵⁰ <https://sxpolitics.org/summaries-of-country-case-studies/22094.p14>

⁵¹ Ibid. p14



nombreuses régions d'Europe, implicitement ou explicitement islamophobes, sont souvent formulées en termes de menace que les "patriarcats primitifs" des immigrants font peser sur les femmes (implicitement blanches) et sur leurs droits. Il en va de même en Inde où, comme le souligne l'universitaire Kalpana Wilson, le racisme antimusulman de l'idéologie Hindutva oppose la "notion d'autonomisation des femmes/naari *shakti* comme quelque chose d'authentiquement hindou" à la "figure de l'homme musulman excessivement patriarcal sur lequel l'oppression et la violence sexospécifiques sont continuellement déplacées".⁵²

Dans les deux cas, il y a une **racialisation des masculinités patriarcales** pour nier les droits des communautés minorisées, ce qui invoque en même temps l'impératif de protection des hommes (majoritaires) et les discours associés de menace reproductive, d'émasculatation et de désordre social énumérés plus haut. Comme le note Kalpana Wilson, l'idéologie Hindutva célèbre l'autonomisation des femmes hindoues, tout en appelant au remplacement de la Constitution indienne et des droits qui y sont inscrits par "le *Manusmriti*, un texte hindou qui déclare explicitement que les femmes doivent être sous le contrôle d'un homme, qu'il s'agisse d'un père, d'un mari ou d'un fils, tout au long de leur vie, et qui déshumanise les castes opprimées et les personnes queer".⁵³ Comme l'ont souligné des chercheurs, cette racialisation des masculinités patriarcales est également impliquée dans le soutien généralisé des femmes à l'idéologie patriarcale de l'Hindutva, dont la vision de la hiérarchie des genres est structurée par l'oppression ethno-religieuse, fondée sur les castes, des communautés minorisées.⁵⁴

L'accent mis sur le contrecoup patriarcal, dans le cadre d'un programme plus large de lutte contre les droits, est important pour mettre en évidence ces **dimensions intersectionnelles** du contrecoup. En même temps, il est également important de se concentrer sur les objectifs d'un tel programme anti-droits, qui consiste à consolider le pouvoir de l'élite masculine en s'attaquant aux droits, aux processus et aux cultures démocratiques. La politique patriarcale de **dé-démocratisation** prend de nombreuses formes, depuis les restrictions croissantes imposées aux groupes féministes et LGBTQI+ de la société civile jusqu'à l'utilisation de la violence pour exclure et marginaliser les femmes de la politique et de la vie publique. La violence à l'égard des femmes en politique est très répandue et, dans de nombreuses sociétés, elle augmente, en partie en réponse aux demandes croissantes des femmes en matière de droits juridiques et politiques et de rôles de direction au sein d'institutions politiques qui restent très patriarcales.⁵⁵ Dans de nombreuses sociétés, la présence des femmes au sein des instances dirigeantes politiques reste nettement sexuée. Même si la représentation des femmes parmi les ministres a quadruplé au cours des 25 dernières années,⁵⁶ les femmes continuent d'être confinées dans les ministères "sociaux" et les commissions parlementaires et sont insuffisamment représentées dans les organes gouvernementaux chargés de la sécurité, de l'économie et de la défense, qui tendent à être considérés comme la responsabilité "naturelle" des hommes.⁵⁷

Un document de 2023 de l'ODI indique clairement que "la sphère numérique est de plus en plus saturée de contenus misogynes - avec des attaques ciblées en ligne et hors ligne contre les femmes en politique pendant les campagnes électorales, ce qui affaiblit le processus démocratique, comme le montrent les

⁵² <https://blogs.lse.ac.uk/gender/2023/03/29/narratives-of-transnational-resistance-in-pakistan-and-india/>

⁵³ <https://blogs.lse.ac.uk/gender/2023/03/29/narratives-of-transnational-resistance-in-pakistan-and-india/>

⁵⁴ <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/16118944221110725>

⁵⁵ <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2018/9/egm-report-violence-against-women-in-politics>

⁵⁶ <https://www.un.org/en/desa/world%E2%80%99s-women-2020>

⁵⁷ <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2023/03/women-in-politics-map-2023>



données de l'élection générale du Kenya en 2022.⁵⁸ Une étude de 2018 du National Democratic Institute (NDI) sur la violence sexiste dans les partis politiques a révélé que 20 % des personnes interrogées avaient souffert des violences physiques dans l'exercice de leurs fonctions au sein du parti, et que 86 % avaient subi des violences psychologiques, y compris des menaces et des contraintes en général.⁵⁹ Une analyse intersectionnelle montre clairement que les femmes issues de communautés marginalisées, que ce soit en raison de leur race/ethnicité, de leur classe sociale, de leur handicap, de leur orientation sexuelle et/ou de leur identité/expression de genre, sont souvent confrontées à une violence plus fréquente et plus intense liée à leur participation et à leur leadership dans la politique et la vie publique.

Une fois de plus, il est important de noter que la dé-démocratisation dans laquelle s'inscrivent le contrecoup patriarcal et l'organisation antigendre a, à bien des égards, été légitimée par les **déficits démocratiques existants et historiques**. En Amérique latine, Sonia Corrêa caractérise ces déficits par "la persistance de multiples formes d'autoritarisme social et institutionnel, qui se manifestent par le classisme, l'ethno-racisme, le sexisme, mais aussi, et ce n'est pas moins pertinent, par le spectre persistant de la tutelle militaire sur la politique".⁶⁰ Plus généralement, les déficits démocratiques et les inégalités structurelles provoqués par des décennies de gouvernance néolibérale ont ouvert un espace aux forces antigendres pour offrir "une réponse politique particulière aux effets anti-démocratiques du pouvoir des entreprises et de la gouvernance mondiale néolibérale, à savoir la restauration de catégories stables - et "naturelles" - de masculinité et de féminité, qui sont considérées comme le fondement de la société et de la civilisation humaine".⁶¹

⁵⁸ <https://www.alignplatform.org/resources/briefing-facing-backlash.p6>

⁵⁹ <https://www.ndi.org/publications/no-party-violence-analyzing-violence-against-women-political-parties>

⁶⁰ <https://sxpolitics.org/summaries-of-country-case-studies/22094.p17>

⁶¹ <https://www.tandfonline.com/doi/epdf/10.1080/13569317.2021.1921937?needAccess=true.p78>

Constatations/préoccupations

Les consultations avec les réseaux régionaux et les membres du conseil d'administration de MenEngage ont généré une série de résultats qui reflètent les thèmes et les questions d'intensification, d'organisation et de dé-démocratisation abordés ci-dessus, ainsi que les défis permanents que pose le travail anti-patriarcal avec les hommes et les garçons, que les membres de MenEngage ont abordé pendant de nombreuses années. Le processus consultatif a d'abord demandé aux participants de réfléchir et de discuter de leurs préoccupations concernant les formes et les impacts du contrecoup patriarcal et de la résistance qu'ils rencontrent. Les préoccupations suivantes ont été mises en évidence.

Mesures visant à annuler les avancées politiques en matière de SDR et d'éducation sexuelle intégrale

Les personnes participantes à toutes les consultations se sont dites très préoccupées par l'éventail des mesures prises pour revenir sur les avancées politiques en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs (SDSR) et d'éducation sexuelle intégrale. Comme on pouvait s'y attendre, il existe des différences entre les régions en ce qui concerne les types d'actions entreprises et les questions politiques abordées. Dans le cadre de ce processus consultatif, il n'a pas été possible de dresser une carte complète de ces différences, mais une telle carte serait inestimable pour MenEngage à l'avenir, afin d'orienter une réponse plus stratégique. Les personnes participantes ont noté que les forces antigendre sont souvent elles-mêmes stratégiques en termes de priorité accordée aux questions qui peuvent diviser les mouvements féministes et progressistes, par exemple en mettant l'accent sur les droits des transgenres qui se sont révélés être une source de division au sein de l'organisation des droits de la femme dans un certain nombre de pays.

"Nous devons contribuer à définir les conditions dans lesquelles les réactions négatives sont discutées.
- Consultation du conseil d'administration de MenEngage

Dans toutes les régions, les personnes participantes ont exprimé leur inquiétude quant au ciblage des établissements d'enseignement par des acteurs hostiles au genre, et quant aux reculs, réels ou tentés, des progrès accomplis en matière d'éducation sexuelle intégrale. La nécessité pour MenEngage de s'impliquer dans les efforts visant à défendre et à étendre les avancées politiques en matière d'éducation au genre et à la sexualité dans les écoles a été soulignée. Les personnes participantes se sont également montrés très préoccupés par le discours sous-jacent sur la famille "traditionnelle", utilisé pour promouvoir le recul des politiques en matière de santé sexuelle et reproductive et d'éducation sexuelle intégrale.

Dans ce récit sur les valeurs familiales, un certain nombre de questions connexes sont liées ou articulées entre elles. Il s'agit notamment de l'existence de rôles et de hiérarchies "naturels" au sein de la famille, de l'autorité masculine dans la famille en tant que modèle d'ordre social, de la reproduction en tant qu'expression de la virilité masculine et de l'attention féminine, et de la famille en tant que contenant permettant de protéger l'innocence des enfants. Les personnes participantes ont noté les nombreuses façons dont ces "valeurs familiales" sont déployées au service du contrecoup et de la résistance patriarcales, par exemple dans les façons dont l'insistance sur la famille en tant qu'espace privilégié de protection et de soins est utilisée pour minimiser ou nier l'exercice par les hommes de la violence au sein de la famille à l'encontre des femmes et des enfants.

Ciblage des communautés LGBTQI+

Certains participants ont souligné l'importance des attaques contre les communautés LGBTQI+ et leurs droits humains dans le cadre d'un phénomène plus large de contrecoup et de résistance patriarcale. Ils ont noté les contradictions qui sous-tendent souvent ces attaques ; elles sont lancées pour défendre ce que l'on prétend être des "valeurs traditionnelles" contre l'imposition "néocoloniale" de valeurs "occidentales", mais s'appuient ensuite sur la législation de l'ère coloniale, qui a elle-même été utilisée pour supprimer les diverses expressions des genres et des sexualités dans de nombreuses sociétés précoloniales à travers l'Asie, l'Afrique et les Amériques. Il convient de noter, comme le fait un document de l'UNRISD, que le discours dominant sur le développement, dans ses "hypothèses d'un Sud mondial arriéré qui n'incarne pas les valeurs d'un Ouest/Nord plus "progressiste"", a involontairement ouvert un espace pour ce cadre anticolonial d'hostilité aux droits des personnes LGBTQI+. ⁶² L'exploitation de l'association de l'égalité des genres et des droits LGBTQI+ avec l'Occident et le Nord a permis aux acteurs antigendre de réaffirmer un patriarcat hétéronormatif en le qualifiant de traditionnel.

Les personnes participantes ont noté que ces attaques contre les communautés LGBTQI+ continuent d'avoir des effets dévastateurs sur les membres de ces communautés, et qu'une augmentation des brutalités policières dans l'application des lois anti-LGBTQI+ a été observée dans un certain nombre d'endroits. Dans ce qui s'apparente à une forme de "guerre juridique" contre les communautés LGBTQI+, la consultation africaine a par exemple noté la "déformation du système judiciaire" qui a accompagné l'imposition d'une législation plus draconienne à l'encontre des personnes LGBTQI+. Le rôle joué par les réseaux transnationaux de lutte contre le sexisme dans le financement et, dans certains cas, la rédaction de ces législations anti-LGBTQI+ a également été souligné.

L'environnement juridique, politique et médiatique hostile aux droits des personnes LGBTQI+ sert également à renforcer le binaire homme-femme et ses hiérarchies de pouvoir hétéro/cis-normatives. Lors de la consultation du CariMAN, un participant a souligné que l'intention et l'effet de la "panique morale" anti-transgenre est de "maintenir les gens dans des boîtes de genre". La consultation de la NAMEN a noté que la "panique morale" anti-transgenre est souvent formulée en termes de protection des enfants contre la menace fabriquée des personnes LGBTQI+ "prédatrices" et de l'idéologie du genre "corruptrice". Tout cela a pour effet de policer les comportements des personnes de tous les genres et de toutes les sexualités pour qu'ils se conforment à une norme hétéropatriarcale.

Lors de la consultation en Afrique, cet effet de contrôle sociale a été mis en évidence ; il a été noté que le terme "gay" est utilisé comme une insulte pour marginaliser les hommes politiques et les personnalités publiques, qu'ils soient hommes ou femmes. Les personnes participantes à la consultation de l'Asie du Sud ont souligné que les ministères des femmes et/ou du genre de la région ont tendance à rester confinés dans un discours très binaire sur le genre, qui assimile encore largement le genre aux "questions féminines" et qui ne parle pas des droits et des questions LGBTQI+. Comme l'ont reconnu les personnes participantes aux différentes consultations, surmonter ce silence restera une priorité essentielle pour MenEngage dans ses efforts pour affronter plus efficacement les réactions et les résistances patriarcales.

⁶² <https://cdn.unrisd.org/assets/library/papers/pdf-files/2023/wp-2023-4-anti-gender-movement.pdf> p6

Attaques contre les militants féministes et LGBTQI+ dans le cadre de la dé-démocratisation

Le thème de la dé-démocratisation et des rôles joués par le contrecoup patriarcal et l'organisation antigendre dans ce contexte ont été fréquemment mentionnés. Les personnes participantes à la consultation MenEngage Europe ont noté l'importance de la rhétorique et des politiques antigendre dans le virage à droite de la politique dans un certain nombre de pays, clairement mis en évidence lors des récentes élections au Parlement européen. La consultation de l'Asie du Sud a discuté de la manière dont le climat administratif pour le travail sur le genre et la justice sexuelle a changé ces dernières années dans plusieurs pays. Un participant indien a insisté sur le fait que le "gouvernement nous bloque" en refusant de travailler avec certaines organisations progressistes de la société civile, en particulier les organisations de défense des droits des femmes. Lui et d'autres ont noté que l'idéologie Hindutva est le plus gros problème, fermant les espaces de discussion sur l'égalité des genres et les droits des LGBTQI+ ; dans certaines régions, les établissements d'enseignement supérieur interdisent désormais toute discussion sur les questions fondées sur les droits.

La consultation CariMAN a également noté l'environnement gouvernemental de plus en plus hostile au travail sur le genre et la justice sexuelle dans de nombreux endroits ; un participant a déclaré qu'il "semble presque y avoir un retour en arrière de 10 ans". Les personnes participantes ont commenté la création de "bureaux des hommes" au sein des ministères de l'égalité entre les hommes et les femmes comme une évolution régressive, dans la mesure où leur raison d'être implicite et parfois explicite est que "les hommes ont été laissés pour compte", une narrative qui est au cœur du contrecoup patriarcal dans le monde entier. Dans le même ordre d'idées, les personnes participantes ont fait remarquer que le soutien apporté par les gouvernements à la Journée Internationale de l'Homme dans un certain nombre de pays des Caraïbes était le signe d'une plus grande généralisation de ce discours sur la "victimisation masculine". Une discussion utile a eu lieu sur la manière de comprendre et de répondre à ce discours répandu sur la "crise de la masculinité", dont nous parlerons plus loin.

La consultation sur l'Amérique latine a abordé la complexité de la démocratie, des droits et de l'organisation de la lutte contre le sexisme sur le continent. Bien qu'à des degrés différents, les gouvernements progressistes au Brésil, au Chili, en Colombie et au Mexique s'opposent eux-mêmes à l'inversion de la célèbre "marée rose" des gouvernements de gauche en Amérique latine au cours de la première décennie de ce siècle. D'autre part, les personnes participantes ont noté la montée des dirigeants autoritaires ailleurs (par exemple en Argentine, au Salvador) et leurs politiques explicitement patriarcales. Le rôle des campagnes de désinformation dans l'ascension et le règne de ces dirigeants a été souligné, et d'autres consultations ont mis en évidence l'utilisation des médias audiovisuels et sociaux pour harceler et attaquer les politiciens et les activistes qui luttent pour les droits des femmes et des LGBTQI+. Les personnes participantes de la NAMEN ont noté l'augmentation des discours de haine en ligne, en particulier à l'encontre des minorités sexuelles et de genre, et en Asie du Sud, les personnes participantes ont exprimé leur inquiétude quant à l'augmentation de la "cyber-intimidation", les militants des droits des femmes et des LGBTQI+ étant fréquemment la cible de harcèlement en ligne, y compris de messages abusifs, de trolls et de doxxing.

Comme l'ont souligné un certain nombre de participants, ces attaques ont eu pour effet de fracturer les mouvements progressistes dans de nombreux endroits, les organisations craignant de s'exprimer au risque d'être prises pour cible. Cette fracture contraste avec l'organisation croissante des forces

antigenre, ainsi qu'avec les ressources et le professionnalisme qui leur sont associés, comme nous l'avons vu plus haut. "Nous sommes sur la défensive", a déclaré un participant du NAMEN. Lors des différentes consultations, une préoccupation commune s'est exprimée : MenEngage doit collaborer davantage avec d'autres organisations progressistes pour faire face à cette dé-démocratisation et, en particulier, à la montée des campagnes de désinformation médiatique utilisées pour attaquer les militants des droits des femmes et des LGBTQI+.

Exploiter les discours et coopter le langage pour s'attaquer à la justice de genre

L'utilisation de stratégies du discours pour façonner le climat de l'opinion publique et les conditions d'élaboration des politiques est largement répandue, et les recherches mettent en évidence le succès des forces antigenres dans la création et la diffusion de discours antiféministes. Ces éléments ont été confirmés par les consultations menées dans le cadre du présent rapport. Les personnes participantes d'Asie du Sud ont parlé des campagnes antigenres qui utilisent des discours culturels et religieux pour s'opposer aux changements dans les relations entre les hommes et les femmes. Ces campagnes dépeignent l'égalité des genres comme une menace pour l'harmonie sociale et l'intégrité de la famille, qualifient le féminisme et les féministes d'anti-hommes et rallient les hommes autour de l'idée de préserver les structures sociétales traditionnelles. En Asie du Sud, en Afrique, dans les Caraïbes et en Amérique latine, les personnes participantes ont noté l'impact des groupes religieux conservateurs qui considèrent les initiatives en faveur de l'égalité des genres comme incompatibles avec les principes religieux.

L'importance de l'organisation transnationale des groupes religieux conservateurs et fondamentalistes dans la promotion de cette narrative est remarquable, notamment parce qu'ils sont souvent liés à l'affirmation selon laquelle les "valeurs traditionnelles" d'un pays et/ou d'une région doivent être défendues contre l'imposition néocoloniale de valeurs "étrangères" en provenance du Nord et de l'Ouest. Dans les pays anciennement colonisés, ce discours trouve un écho certain. Les personnes participantes d'Asie du Sud, d'Afrique et des Caraïbes ont particulièrement attiré l'attention sur le succès de ce cadrage anticolonial de l'antiféminisme et de l'opposition aux droits des personnes LGBTQI+. En Inde, le mouvement féministe est souvent présenté comme une attaque contre les valeurs traditionnelles indiennes, dépeint comme une importation occidentale qui perturbe le tissu social. Les groupes antiféministes mobilisent les hommes en faisant appel à leur rôle de protecteurs de ces valeurs et les dirigeants politiques utilisent souvent une rhétorique nationaliste qui associe la masculinité traditionnelle à l'idée d'une nation forte et souveraine, positionnant les défenseurs de l'égalité des genres comme des adversaires de l'unité nationale.

Cette utilisation des masculinités patriarcales pour lier la défense des valeurs familiales "traditionnelles" à la sécurité nationale n'est pas nouvelle, mais elle a été réactivée à une époque où la légitimité de la mondialisation économique est en déclin, dans le sillage de la crise financière de 2008. Les personnes participantes à la consultation du Conseil ont noté que les efforts de violation des normes à l'ONU et dans d'autres forums internationaux par les forces antigenre sont souvent présentés comme une défense de la souveraineté nationale contre la menace posée par une élite mondialisée. Dans ce récit, la famille "naturelle", qui est explicitement hétéronormative et implicitement patriarcale, est le fondement de la sécurité nationale, dont la vitalité reproductive doit être défendue contre les menaces de l'avortement, de la contraception et de l'éducation à la sexualité. Les personnes participantes à la consultation européenne ont souligné le rôle joué par les discours anti-LGBTQI+, et en particulier

anti-transgenre, dans l'établissement de ce lien entre la famille "naturelle" et la sécurité nationale. Dans une région où les taux de natalité diminuent souvent rapidement et où les craintes d'un "hiver démographique" sont largement débattues, ces discours trouvent un écho certain. Ils permettent de présenter l'antiféminisme et les droits anti-LGBTQI+ comme une question de survie existentielle ; il n'est donc pas étonnant que, comme l'ont fait remarquer plusieurs participants, même le mot "genre" soit devenu imprononçable dans les milieux officiels d'un certain nombre de pays.

Non seulement les acteurs antigénre ont réussi à censurer l'utilisation d'une terminologie essentielle au travail sur les droits féministes et LGBTQI+, mais ils cooptent également le langage des droits lui-même, comme nous l'avons vu dans la section Contexte. Cette utilisation des discours de "droits" au service de la résistance patriarcale a été notée dans toutes les consultations régionales, et les personnes participantes à la consultation du Conseil d'administration ont souligné l'urgence pour MenEngage de contrer cette cooptation. Dans les travaux issus du programme Countering Backlash de l'Institute of Development Studies, ce phénomène a été conceptualisé comme une "capture du discours", dans laquelle le discours progressiste est coopté et manipulé pour servir des programmes de droite par le biais d'une re-signification, d'un changement, d'une imitation et d'une déformation du discours.⁶³ Une discussion plus approfondie entre les membres de MenEngage est nécessaire pour explorer les opérations de ces différentes pratiques discursives dans des contextes différents et la manière dont elles peuvent être contrées et combattues.

Une partie de notre résistance, comme l'ont souligné plusieurs participants, consiste à se rappeler que le discours n'est jamais entièrement capturé mais toujours contesté, notamment parce que les idéologies et les institutions qui leur sont associées ne sont jamais monolithiques. Comme l'a fait remarquer un participant à la consultation sur l'Amérique latine, les évangéliques argentins sont loin d'être tous unis derrière la politique antigénre du président Milei ; la Fédération des institutions évangéliques d'Argentine s'est déclarée contre Milei au moins pendant la campagne électorale. Se souvenir, analyser et travailler avec cette hétérogénéité et cette complexité sont des actions nécessaires de toute réponse efficace au contrecoup et à la résistance patriarcales.

"Je pense que la bataille pour l'interprétation culturelle du malaise masculin contemporain est en train d'être gagnée par l'extrême droite.
- Consultation MenEngage Amérique latine

L'exploitation des griefs et des angoisses des hommes

De nombreux participants aux différentes consultations ont exprimé de sérieuses inquiétudes quant à la manière dont les griefs et les angoisses des hommes sont exploités et manipulés par les forces antigénre. Comme plusieurs l'ont fait remarquer, la capacité des membres de MenEngage à entrer en contact avec les hommes et à discuter des méfaits des masculinités patriarcales dépendra de la manière dont ces ressentiments et ces angoisses seront compris et pris en compte.

Les acteurs de la lutte contre le patriarcat comprennent bien ceci. Dans les contextes où les droits des femmes ont progressé et où le pouvoir et les privilèges précédemment incontestés des hommes ont été

⁶³
https://opendocs.ids.ac.uk/articles/journal_contribution/Nothing_is_as_it_Seems_Discourse_Capture_and_Backlash_Politics/26434708?file=48214954

remis en question, le travail antipatriarcal avec les hommes consiste à les interpeller et à les aider à accepter tout sentiment de perte de privilège et à percevoir les avantages d'une plus grande égalité entre les genres. Lorsque la frustration des hommes correspond à un "droit lésé", la tâche de MenEngage est de travailler avec les hommes pour "désapprendre" ce droit masculin. Dans toutes les consultations, les personnes participantes ont discuté de la généralisation de l'idée que les hommes sont "laissés pour compte" et du fait que, dans le discours des médias comme dans les conversations de tous les jours, cette situation est souvent imputée aux femmes et au féminisme ; comme l'a dit un participant à la consultation sur l'Afrique, ils constatent que l'idée que "les femmes ont tous les droits" est de plus en plus répandue.

Les profondes mutations des économies mondiales, régionales et nationales ont laissé de nombreuses personnes sur le carreau. En 2022, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a indiqué que 58 % des personnes employées travaillaient dans le secteur informel, ce qui représente environ 2 milliards de travailleurs occupant ce que l'on appelle des "emplois précaires". Dès 2008, Raewyn Connell mettait en garde contre "la désinstitutionnalisation de la vie économique dans les villes du tiers-monde, qui a plongé un très grand nombre de jeunes hommes dans la précarité".⁶⁴ Cette informalisation de l'emploi s'est accompagnée d'une restructuration significative des économies rurales dans de nombreuses régions, avec l'essor de l'agro-industrie et la consolidation de la propriété foncière par les entreprises, qui affectent des millions de petits propriétaires terriens. Ces changements ont clairement des répercussions sur les femmes, étant donné l'association du salariat et de la propriété foncière avec la masculinité dans de nombreuses sociétés, bien que cette association soit elle-même liée de manière complexe à l'histoire du capitalisme industriel et du colonialisme européen. Mais ces changements dans l'économie politique de la masculinité, générant un sentiment apparemment largement partagé de perte masculine dans de nombreuses sociétés, ne sont clairement pas le résultat d'une transformation sociale féministe, mais plutôt la conséquence d'une restructuration néolibérale des relations sociales à travers le monde. En fait, comme Connell le précise également, "il existe de nombreuses situations où des groupes d'hommes peuvent considérer que leurs intérêts sont plus étroitement liés à ceux des femmes de leur communauté qu'à ceux des autres hommes".⁶⁵

La réponse de MenEngage à la résistance et au contrecoup patriarcal doit continuer à se concentrer sur le travail avec les hommes, afin de mettre en lumière non seulement les dimensions de genre, mais aussi celles de classe et de race dans leurs expériences et leur sentiment d'être "laissés pour compte". C'est un message clair qui est ressorti de la consultation latino-américaine, au cours de laquelle il a été noté que le soutien électoral, en particulier parmi les hommes, pour le président de droite et explicitement antigendre Milei est lié à la perception qu'ont les hommes des conditions économiques. Comme l'a dit un participant, "même s'ils sont salariés, ils sont pauvres et, en ce sens, leurs privilèges ne sont pas clairement perçus et un sentiment général de perte est ressenti". Un autre participant a ajouté que ces griefs économiques liés au genre se sont mêlés à un sentiment de privation des droits politiques, en partie à cause des déficits démocratiques évoqués dans la section "Contexte" ci-dessus ; comme ils l'ont dit, "lorsque je parle d'insatisfaction démocratique, il s'agit de la perte de légitimité et de crédibilité

⁶⁴ <https://xvonline.net/sites/xvonline.net/files/Connell%2C%20A%20Thousand%20Miles%20From%20Kind%2008.pdf> p248

⁶⁵ https://www.researchgate.net/publication/267446862_Change_Among_the_Gatekeepers_Men_Masculinities_and_Gender_Equality_in_the_Global_Arena p1809

d'un régime démocratique". À leur tour, ces griefs économiques et politiques liés ont "généralisé une accumulation de frustrations et de malaises liés à l'impuissance".

Plusieurs participants aux différentes consultations ont noté que les forces antigénre continuent d'être efficaces non seulement en exploitant ces frustrations et émotions de colère, de ressentiment et d'impuissance masculines, mais aussi en fournissant "une explication toute faite qui est beaucoup plus facile à digérer pour eux que l'explication inconfortable que nous voulons leur proposer à partir des féminismes et des masculinités", comme l'a dit un participant à la consultation sur l'Amérique latine. Lors de la consultation en Europe, les personnes participantes ont observé qu'il était devenu apparemment radical d'être antiféministe dans les contextes où le féminisme a atteint un certain degré de reconnaissance officielle, ce qui permet aux forces antigénre de présenter l'antiféminisme comme un rejet d'un establishment politique et économique discrédité. Comme l'a dit un participant, "nous sommes confrontés au défi politique de ne pas être identifiés à l'establishment (par exemple, l'UE)". Un autre a souligné qu'il était important de tendre la main et de se rapprocher des sentiments anti-establishment de nombreux jeunes hommes, en se rappelant que l'expression antiféministe de ces sentiments n'indique pas nécessairement une misogynie plus profonde, mais plutôt le récit social dans lequel ils ont été encouragés à exprimer ces sentiments. Aider à changer ce récit social est une priorité urgente pour MenEngage.

Dans de nombreuses consultations, les personnes participantes ont insisté sur le fait que les travaux sur l'égalité des genres axés sur les hommes doivent davantage reconnaître et traiter les sentiments complexes que les hommes peuvent éprouver à l'égard des conditions politiques, économiques et sociales. À cet égard, ils ont insisté sur la nécessité d'accorder plus d'attention aux questions de santé mentale. Ce point a été clairement mis en évidence lors de la consultation NAMEN, au cours de laquelle les personnes participantes ont noté l'impact de la restructuration économique, des technologies numériques et, plus récemment, de l'épidémie de COVID-19 sur l'émergence d'un problème croissant d'isolement, de dépression et d'anxiété chez les hommes. Ici aussi, les acteurs de la lutte contre le sexisme semblent fournir des "explications prêt-à-porter" ; il est significatif que de nombreux sites de la manosphère se présentent sous la forme de conseils d'auto-assistance et de soutien émotionnel pour les hommes. Comme l'a dit un participant à la consultation du Conseil, "les jeunes hommes trouvent une communauté dans tous les endroits non-recommandés".

L'étendue et la gravité des problèmes de santé mentale à l'échelle mondiale commencent à être reconnues. Comme le souligne un rapport récent de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le taux de suicide masculin en Afrique est le plus élevé de toutes les régions, avec 18 pour 100 000, alors que la moyenne mondiale pour les hommes est de 12,2 pour 100 000. Reconnaître cette réalité ne signifie toutefois pas nécessairement que la montée apparente du sentiment antiféministe chez les hommes dans de nombreuses sociétés peut simplement être attribuée à leurs problèmes de santé mentale. Après tout, les conditions décrites ci-dessus ont un impact sur la santé mentale des personnes de tous les genres et de toutes les sexualités, même si c'est de manière différente et complexe. Les liens entre la santé mentale des hommes et leur antiféminisme sont clairement influencés par de nombreux facteurs, notamment les normes patriarcales et la normalisation de la misogynie qui persistent dans de nombreuses sociétés. Les chercheurs associés à l'Institute for Research on Male Supremacism (IRMS), qui étudient la violence perpétrée par les hommes s'identifiant comme des incels ("célibataires involontaires"), ont clairement mis en évidence ce point. Notant la tendance croissante à expliquer cette violence misogyne par les problèmes de santé mentale déclarés par les hommes incels, les chercheurs

de l'IRMS soulignent que "la misogynie et la violence motivée par la misogynie ne sont pas dues à une maladie mentale, à une mauvaise santé mentale ou à l'autisme, mais plutôt au résultat de structures misogynes et patriarcales".⁶⁶ Ils continuent en disant:

Afin de traiter de manière productive les mouvements résolument antiféministes et misogynes, nous soutenons que ce qui est nécessaire, c'est une plus grande prise de conscience critique des féministes sur le fait que la misogynie et la suprématie masculine ne sont pas une caractéristique individuelle de certains hommes, qui deviennent parfois violents, mais plutôt un fondement systémique de la plupart des sociétés, qui s'imbrique facilement avec d'autres systèmes d'oppression.⁶⁷

Ceci dit, il est également clair, comme l'ont souligné de nombreux participants, qu'une "conscience féministe critique" doit également tenir compte de la manière dont les forces antiféministes exploitent les expériences émotionnelles et matérielles des hommes par rapport aux conditions actuelles. Comme l'a dit un participant à la consultation africaine, "les hommes réclament ce travail à grands cris" et comme l'a ajouté un autre participant à la discussion NAMEN, "nous devons construire des communautés positives pour les hommes".

⁶⁶ <https://pt.icct.nl/article/victim-violent-vulnerable-feminist-response-incest-radicalisation-scale> p105

⁶⁷ Ibid. p109

Constatations/Réponses

Le deuxième domaine d'enquête avec les personnes participantes à la consultation concernait leurs réponses au contrecoup patriarcal et à l'organisation antigendre, sur lesquelles ils voulaient s'appuyer et améliorer leur travail et le travail de MenEngage dans son ensemble. Les thèmes suivants ont émergé du processus de consultation.

"Il y a beaucoup d'analyse, mais moins de stratégie.

- Consultation MenEngage Europe

Être plus stratégique

Faire face à la résistance patriarcale n'est pas une nouveauté pour les organisations membres de MenEngage ; il s'agit d'une préoccupation centrale de leur travail. Mais les préoccupations spécifiques découlant du contexte actuel d'intensification et d'organisation de la résistance dans de nombreuses sociétés ont conduit de nombreux participants à souligner la nécessité pour les membres de MenEngage d'être plus stratégiques dans leur travail avec les hommes et les garçons. Compte tenu de l'urgence ressentie par de nombreux participants quant à la nécessité d'améliorer l'efficacité du travail de MenEngage, ainsi que des ressources limitées disponibles pour ce travail, le consensus était que les ressources devaient être ciblées de manière plus stratégique. En pratique, dans les différentes consultations, le consensus était qu'un effort plus ciblé pour travailler avec les jeunes hommes mécontents était nécessaire.

Le processus consultatif n'a pas eu suffisamment de temps pour examiner plus en détail ce choix stratégique et ce qu'il pourrait signifier dans différentes régions. Il est clair que le profil démographique de la plupart des pays signifie que les "jeunes hommes" constituent encore un groupe extrêmement important à cibler, et que la signification du terme "mécontents" devrait être clarifiée pour des contextes spécifiques. Toutefois, tous s'accordent à dire qu'une partie de l'intensification des contrecoups brutaux que connaissent de nombreuses sociétés est liée au succès des discours antiféministes et de l'organisation antigendre auprès d'un nombre croissant de jeunes hommes qui se sentent mécontents des conditions politiques, économiques et sociales. Le point de vue orthodoxe sur les changements générationnels dans les attitudes à l'égard du genre était que la jeune génération d'hommes serait plus progressiste que les générations plus âgées, mais les dernières données d'enquête suggèrent une image plus complexe, les jeunes hommes dans certaines sociétés étant plus résistants à l'égalité des genres que leurs pères et leurs grands-pères.⁶⁸

De nombreuses organisations membres de MenEngage ont une longue expérience et une grande expertise dans le travail sur l'égalité des genres avec les hommes et les garçons, que ce soit dans le cadre de l'éducation, de programmes extrascolaires ou d'interventions en faveur de la paternité. La création d'un environnement politique capable de soutenir ce travail reste un défi dans de nombreux endroits, mais des progrès ont sans doute été réalisés. Les personnes participantes ont toutefois souligné la nécessité d'une approche plus intersectionnelle de ce travail, afin de mieux comprendre les sources de la désaffection politique, économique et sociale et de s'y attaquer. Compte tenu de l'importance des médias sociaux dans la vie des jeunes et des menaces posées par la manosphère, les personnes participantes ont également exprimé le besoin pour MenEngage de renforcer les compétences de ses

⁶⁸ <https://hdr.undp.org/content/2023-gender-social-norms-index-gsni#/indicies/GSNI>

membres à travailler avec et à travers différentes plateformes médiatiques pour engager les jeunes hommes.

Améliorer les relations avec les hommes et les garçons

En relation avec ce qui précède, de nombreux participants ont souligné la nécessité de trouver des moyens pour mieux communiquer avec les hommes et les garçons, afin que les membres de MenEngage puissent être plus efficaces dans la remise en question des masculinités patriarcales. Pour certains, cela signifie qu'il faut utiliser un langage plus accessible et plus "quotidien" pour parler de notre vision de la justice entre les genres et du progrès social ; certains participants se sont inquiétés du fait qu'au moins une partie des communications publiques de MenEngage utilisent un langage "d'initiés" familier aux ONG progressistes, mais qui peut sembler rebutant pour de nombreuses communautés avec lesquelles les membres de MenEngage cherchent à établir des liens. Comme l'ont fait remarquer les personnes participantes à la consultation européenne, utiliser le langage correcte pour mieux communiquer avec les hommes et les garçons consiste notamment à mieux écouter non seulement ce qui préoccupe les hommes, mais aussi la manière dont ces préoccupations sont exprimées. D'autres suggestions ont été faites pour améliorer les relations avec les hommes et les garçons :

- **Utiliser les messagers appropriés** : Lors de la consultation CariMAN, les personnes participantes ont souligné la nécessité de recruter et de soutenir des éducateurs pairs au sein des communautés, comme un exemple d'utilisation de "messagers appropriés" pour mieux communiquer avec les hommes et les garçons. Les pairs ont été définis en termes de sexe et d'âge, et la nécessité de former des jeunes hommes à parler à d'autres jeunes hommes a été soulignée. D'un autre côté, certains participants ont mis en garde contre le fait qu'une approche de l'éducation par les pairs au sens strict risquait de renforcer l'idée que les hommes n'écoutent que les autres hommes et n'écoutent pas les femmes. Une partie du travail de connexion avec les hommes et les garçons sur les questions de masculinité patriarcale consiste à créer des espaces et des processus de dialogue entre des personnes d'identités de genre différentes, afin que ceux qui sont privilégiés par les normes patriarcales soient exposés aux expériences et aux points de vue de ceux qui les subissent. Plus généralement, l'accent mis sur la recherche et l'utilisation des "messagers appropriés" a des implications pour de nombreuses stratégies utilisées par les membres de MenEngage pour entrer en contact avec les hommes et les garçons, à la fois dans les espaces hors ligne et en ligne.
- **Se connecter émotionnellement et spirituellement** : Lors de la consultation en Amérique latine en particulier, il a été souligné que le travail de MenEngage sur le contrecoup pourrait être amélioré en faisant davantage pour contrer l'emprise émotionnelle de l'organisation antigénre. Plusieurs participants ont insisté sur la nécessité de mieux prendre en compte les sentiments de colère et d'anxiété de nombreux hommes et de trouver des moyens de réorienter ces sentiments vers des cibles appropriées pour le programme de changement féministe des systèmes de MenEngage. Étant donné le rôle des groupes religieux dans l'organisation de la lutte contre le sexisme, plusieurs participants ont souligné l'importance de se connecter avec les hommes à un niveau plus spirituel/mythique et d'ouvrir des conversations sur les valeurs profondément ancrées en relation avec les visions de la justice. L'une des participantes a réfléchi à l'évolution de son travail : "il y avait une composante importante de la dimension mythique, religieuse et spirituelle que nous n'avions pas explorée et sur laquelle nous avons commencé à travailler sur la base de nos positions éthiques et politiques".

Soutenir et inciter les hommes et les garçons à changer

La création d'espaces et de processus visant à soutenir et à inciter les hommes et les garçons à changer est depuis longtemps un pilier du travail sur l'égalité des genres axé sur les hommes. A travers et au-delà de MenEngage, il existe maintenant une expérience et une expertise considérables, ainsi qu'une base de preuves documentées, avec des approches éducatives basées sur le groupe qui combinent la prise de conscience sur les questions de genre et de pouvoir avec le développement de compétences pour le changement personnel et social. Les personnes participantes à toutes les consultations ont insisté sur le fait que ce travail reste essentiel aux efforts déployés par MenEngage pour résister au contrecoup patriarcal et contrer l'organisation antigendre, et sur la nécessité d'étendre considérablement ce travail pour atteindre ce que l'on appelle souvent le "milieu mobile". D'autres suggestions ont été faites pour améliorer le travail direct avec les hommes et les garçons :

- **Se concentrer plus explicitement sur les questions de sexualité** : La restriction ou l'élimination de l'éducation sexuelle dans les écoles est devenue une cible importante de l'organisation antigendre dans de nombreux pays. Bien que les membres de MenEngage n'aient ni les ressources ni le mandat pour répondre à ce besoin, plusieurs participants ont noté que le travail anti-patriarcal avec les jeunes hommes pourrait faire plus pour ouvrir des conversations sur la sexualité, le pouvoir et le consentement, en particulier dans le contexte de l'augmentation documentée de la violence sexualisée en ligne contre les femmes. Dans ce contexte, l'établissement d'un lien entre les discussions sur l'égalité des genres et l'agenda des droits des LGBTQI+ a également été identifié comme une priorité.
- **Se concentrer plus explicitement sur les questions de santé mentale** : De nombreux participants ont souligné la nécessité de créer davantage d'espaces pour que les hommes et les garçons puissent discuter de leurs problèmes de santé mentale et chercher du soutien. Une fois de plus, il est clair que les membres de MenEngage n'ont pas les ressources ni le mandat pour fournir des services professionnels de santé mentale. Mais comme l'ont clairement indiqué les personnes participantes à la consultation en Asie du Sud, les approches existantes en matière d'éducation de groupe pourraient être révisées afin de faciliter une discussion plus ouverte sur les besoins émotionnels et les problèmes de santé mentale des hommes, ainsi que l'orientation vers des services appropriés s'ils sont disponibles. Comme l'ont fait remarquer plusieurs participants, cela est d'autant plus important dans les contextes où les hommes sont attirés par la mansphère, à la recherche d'un sentiment de communauté et de conseils pour prendre soin d'eux-mêmes sur le plan émotionnel.
- **Utiliser davantage les arts créatifs pour inciter les hommes à changer** : Les approches éducatives basées sur le groupe et les activités de sensibilisation continuent d'être les principales stratégies utilisées dans le travail sur l'égalité des genres axé sur les hommes. Lors de la consultation CariMAN en particulier, il a été souligné que ces stratégies ont été renforcées lorsque des pratiques culturelles caribéennes, telles que l'utilisation du théâtre communautaire, la création artistique et la production musicale, y ont été intégrées ; "c'est ainsi que nous pouvons atteindre les gens là où ils sont", comme l'a dit un participant.

"Nous devons être proactifs dans l'orientation du débat".
- Consultation MenEngage Europe

Travailler créativement avec et grâce aux médias

Dans toutes les consultations, il a été noté que les acteurs antigénre ont fait un usage efficace des médias audiovisuels et sociaux pour élaborer et diffuser des discours antiféministes, y compris de la désinformation misogyne, homophobe et transphobe. Pour de nombreux participants, la manière la plus significative dont MenEngage peut renforcer sa réponse au contrecoup patriarcal et à la résistance est de renforcer ses capacités internes et ses partenariats externes pour travailler de manière créative avec et par le biais des médias. Lors de la consultation NAMEN, un participant a souligné la "nécessité de lutter contre le tapage MAGA" et d'élaborer une stratégie médiatique susceptible de toucher les hommes sur le plan émotionnel.

La nécessité d'une stratégie médiatique a également été soulignée lors de la consultation européenne. Comme l'ont fait remarquer plusieurs participants, il pourrait s'agir d'un partenariat avec les principaux médias audiovisuels afin de promouvoir le travail de MenEngage et de développer des messages qui trouvent un écho auprès des différents groupes d'hommes et de garçons. La nécessité de développer des outils pour travailler directement avec les jeunes hommes en tant que consommateurs et producteurs de médias a également été soulignée. Des points similaires ont été soulevés lors de la consultation en Asie du Sud, un participant ayant déclaré que les réseaux nationaux et le réseau régional MEASA devaient générer plus de "contenu" à utiliser sur les plateformes de médias sociaux, y compris des images, des histoires et des vignettes.

Un certain nombre de participants ont souligné l'importance d'influencer les influenceurs/ceuses afin de contribuer à façonner les discours dominants sur le genre, le pouvoir et la justice. Dans la consultation CariMAN, cela a été formulé en termes de ciblage des influenceurs/ceuses des médias sociaux afin de remodeler le récit de ce qu'est le féminisme et de mettre en évidence les bénéfices connexes du féminisme pour tous les genres. Lors de la consultation de la MEASA, les personnes participantes ont souligné la nécessité de travailler plus directement avec les institutions médiatiques pour promouvoir des représentations diverses et positives des hommes et des garçons qui soutiennent l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que pour développer des stratégies visant à contrer la désinformation et les stéréotypes négatifs propagés par les mouvements antigénre sur toutes les plateformes de médias sociaux. L'accent mis sur l'importance du travail avec les médias a été repris dans la consultation du Conseil d'administration, où il a été noté que MenEngage devrait chercher à tirer des leçons d'autres secteurs sur leur travail d'engagement auprès des médias.

Se présenter comme des alliés responsables dans les mouvements pour la justice de genre et la justice sociale

Ces dernières années, Alliance MenEngage a fait des progrès significatifs dans l'établissement de normes de redevabilité et d'orientations sur les pratiques de redevabilité afin de garantir qu'à tous les niveaux, l'Alliance puisse s'allier de manière efficace et éthique avec les mouvements de défense des droits des femmes et des droits des LGBTQI+, et plus généralement avec les mouvements progressistes de justice sociale. Les personnes participantes à toutes les consultations ont salué ce progrès, soulignant que la force apparente et le professionnalisme croissant de l'organisation antigénre ne peuvent être correctement contrôlés que par la justice de genre et l'organisation des mouvements de justice sociale. Le

défi permanent pour MenEngage est d'identifier les meilleurs moyens de contribuer à une telle organisation aux niveaux national, régional et mondial.

Au niveau mondial, le Secrétariat mondial et le Groupe de travail sur le plaidoyer (AWG) ont accompli un travail important pour s'allier aux mouvements de défense des droits des femmes et des droits des LGBTQI+ afin de défendre et d'étendre les avancées déjà réalisées dans les conventions et accords internationaux, et de résister aux efforts d'affaiblissement des normes déployés lors de la CSW et ailleurs. De nombreux participants ont souligné qu'ils appréciaient ce travail et qu'ils souhaitaient renforcer les liens entre les réseaux nationaux et régionaux et l'AWG afin de garantir que ce travail au niveau mondial soit éclairé par les réalités locales. Lors des différentes consultations, les personnes participantes ont également exprimé leur intérêt pour une plus grande implication dans les activités de plaidoyer et les campagnes aux niveaux national et régional. Il existe déjà des exemples de réussite sur lesquels MenEngage peut s'appuyer : les membres de l'Alliance soutiennent les efforts visant à abroger la législation de l'ère coloniale sur les activités homosexuelles consensuelles entre adultes en Inde ; ils s'allient à l'opposition à la loi anti homosexualité de l'Ouganda ; et ils insèrent des références aux questions relatives aux "hommes et aux masculinités" dans le plan d'action national du Sri Lanka contre la violence sexuelle et sexiste.

Compte tenu des ressources limitées et du rôle d'allié de l'Alliance, les personnes participantes aux différentes consultations ont mis l'accent sur les moyens suivants pour renforcer les contributions d'Alliance MenEngage à l'organisation des mouvements face au contrecoup patriarcale :

- **Garantir la responsabilité dans la pratique** : Si les progrès réalisés en termes de normes de redevabilité et de lignes directrices ont été largement reconnus, plusieurs participants ont insisté sur la nécessité de continuer à prêter attention et à investir dans l'application de ces normes, afin de garantir que les relations de confiance avec les mouvements de défense des droits des femmes et des droits des personnes LGBTQI+ puissent continuer à être renforcées.
- **Se concentrer sur les hommes de l'élite en tant que cibles du changement** : Les membres de MenEngage ont développé une expertise considérable dans le travail avec les hommes pour changer leurs attitudes et leurs comportements, mais ce travail est rarement ciblé sur les hommes de l'élite de la vie politique et du secteur des entreprises. Une contribution spécifique que les membres de MenEngage peuvent apporter au plaidoyer et aux campagnes visant à faire progresser les politiques sur les droits des femmes et les droits des LGBTQI+ est de mettre à profit leur expertise en matière de masculinité pour travailler avec les hommes détenteurs de pouvoir et les décideurs.
- **Surveiller les efforts des acteurs antigénre pour obtenir le soutien des hommes** : Plusieurs participants ont noté qu'une autre contribution spécifique que MenEngage peut apporter au travail du mouvement sur le contrecoup patriarcal est d'utiliser leurs réseaux communautaires existants pour surveiller l'opposition et plus particulièrement les façons dont les acteurs antigénre cherchent à s'assurer le soutien des hommes. Ces informations peuvent non seulement être intégrées dans le travail direct des membres de MenEngage avec les hommes et les garçons, mais aussi être utilisées pour informer les campagnes de défense des droits des femmes et des droits des LGBTQI+.
- **Contre la dé-démocratisation en contribuant à d'autres mouvements sociaux progressistes et en s'organisant avec eux** : Comme nous l'avons vu dans la section "Contexte", l'organisation antigénre et le contrecoup patriarcal sont liés aux efforts déployés par les dirigeants autoritaires et les forces de

Résister aux contrecoups : constatations/réponses

droite pour saper la vie démocratique et les droits humains d'une manière plus générale. Plusieurs participants ont souligné la nécessité pour MenEngage de renforcer ses propres analyses intersectionnelles des dynamiques de genre de ces efforts de dé-démocratisation afin de pouvoir mieux s'allier aux mobilisations plus larges en défense des droits humains, de la justice économique, de la justice raciale et de la justice climatique.

Constatations/besoins

Le troisième et dernier objectif du processus consultatif était de discuter avec les personnes participantes de ce qui était nécessaire aux niveaux national, régional et mondial de l'Alliance MenEngage pour que l'Alliance et ses membres puissent mettre en œuvre les réponses souhaitées au contrecoup décrites ci-dessus. Les besoins suivants ont été identifiés :

"Il n'y a rien d'autre que nous pour nous arrêter.
- Consultation NAMEN

Clarté partagée sur nos valeurs et la stratégie à suivre

Les personnes participantes ont reconnu que l'une des forces de MenEngage, en tant que réseau mondial, est sa présence dans des régions du monde entier et l'hétérogénéité de ses membres, en termes de différents types d'expertises et d'expériences avec des communautés et des groupes divers. Cette diversité enrichit le travail de l'Alliance dans son ensemble, en renforçant la légitimité de sa voix collective et en améliorant son rôle en tant que communauté de pratique et structure d'apprentissage et de soutien mutuels. Toutefois, un certain nombre de participants ont également relevé les défis que peut poser cette hétérogénéité, notamment en ce qui concerne la capacité à s'aligner sur un ensemble commun de valeurs fondamentales et à en rendre compte. Dans toutes les consultations régionales, les personnes participantes ont salué les progrès réalisés ces dernières années en ce qui concerne le code de conduite et le cadre de redevabilité, certains soulignant que l'application de ces normes reste un défi permanent.

Dans le contexte actuel d'intensification des contrecoups et de visibilité croissante des organisations axées sur un programme de "droits des hommes", cette clarté des valeurs partagées et cette capacité à appliquer des normes de redevabilité sont d'autant plus nécessaires. Alors que le Men's Rights Movement (Mouvement des droits de l'homme ou MRM) se développe dans de nombreux pays, les activistes du MRM apparaissent de plus en plus fréquemment dans les espaces et les réunions de MenEngage. Plusieurs participants ont estimé qu'une plus grande clarté sur les valeurs partagées, y compris les "lignes rouges", permettrait aux membres de l'AME de s'engager avec les hommes qui sont attirés par les activités du MRM ou qui y participent, avec confiance et respect, en cherchant, dans la mesure du possible, à "rallier" les hommes à notre vision de la justice entre les genres, des droits de l'homme et du progrès social, tout en étant clairs sur les éléments politiques non négociables. Certains participants ont également noté que cette clarté sur les valeurs partagées sera également utile lorsqu'il s'agira d'essayer de diversifier davantage les membres de l'Alliance et d'atteindre ceux qui ne sont pas actuellement impliqués dans notre travail. Lors de la consultation en Afrique, l'exemple a été donné du besoin d'atteindre plus d'activistes et d'organisations LGBTQI+ pour les impliquer dans le travail de l'Alliance et qu'une plus grande clarté sur ce que représente Alliance MenEngage et pour qui elle travaille aiderait à cet effort. Pour parvenir à une plus grande clarté, il faudra tirer les leçons des échecs passés de l'Alliance, à la fois pour rester solidaire des programmes de défense des droits des LGBTQI+ et pour veiller à ce que les espaces et les stratégies de l'Alliance défendent explicitement les droits des communautés LGBTQI+. Ce n'est qu'ainsi que l'on pourra véritablement rendre compte des efforts déployés pour s'allier aux militants et aux organisations LGBTQI+.

Étant donné la dimension de l'Alliance MenEngage en tant que réseau mondial, avec plus de 1100 membres, le développement et le maintien d'une clarté partagée sur les valeurs n'est certainement pas un événement ponctuel mais une conversation continue à travers l'Alliance. Les processus et les possibilités de poursuivre cette conversation doivent explicitement être agrandis. Plusieurs participants aux consultations ont souligné l'urgence de cette question, en notant que les activistes MRM et antigénre semblent infiltrer délibérément les espaces et les réunions de MenEngage dans le but de les perturber. Le Secrétariat mondial et le Conseil d'administration finalisent actuellement le nouveau programme quadriennal de MenEngage, et la lutte contre le contrecoup patriarcal et les forces antigénre occupera une place importante dans ce programme, comme elle l'a fait dans le plan stratégique actuel qui s'achève. Au cours des consultations sur le contrecoup, il a été noté qu'alors que ce nouveau programme quadriennal est discuté au sein de l'Alliance et des réseaux régionaux et nationaux, en vue d'opérationnaliser ses priorités, ces discussions sont également l'occasion pour les membres de s'aligner sur les valeurs fondamentales et la vision qui sous-tendent le programme.

L'accent mis sur l'alignement doit être complété par une plus grande attention à la communication des valeurs et de la vision de MenEngage partagées avec d'autres. De nombreux participants ont souligné la nécessité de mieux communiquer aux publics externes la raison d'être et l'objectif de MenEngage, ainsi que les valeurs qui l'animent ; comme l'a dit un participant à la consultation régionale de l'Asie du Sud, "nous devons mieux faire connaître notre travail auprès des citoyens ordinaires". Dans plusieurs consultations régionales, on s'est inquiété du fait que la communication externe de l'Alliance MenEngage est parfois trop "ONG" dans son langage, et qu'il faut un langage plus accessible et plus convaincant sur le plan émotionnel, qui s'adresse et inspire les personnes qui ne sont pas déjà impliquées dans le travail de l'Alliance. Compte tenu de la grande diversité des communautés et des contextes dans lesquels MenEngage travaille, ce langage doit être développé par et avec les réseaux régionaux et nationaux et les membres afin d'être adapté au contexte, avec l'engagement commun de ne pas seulement informer les gens sur les objectifs et les activités de MenEngage, mais aussi de les inciter à s'impliquer.

Compréhension commune et analyse des contrecoups

Dans toutes les consultations régionales, les personnes participantes ont insisté sur la nécessité de développer une compréhension commune de l'ensemble complexe des moteurs et de la dynamique des brutaux contrecoups, afin d'y apporter des réponses plus efficaces. Comme l'a déclaré un participant à la consultation latino-américaine : "Il me semble qu'une partie du défi, dans tous les cas, est d'être capable d'analyser avec une plus grande complexité". Certains ont exprimé le besoin d'un meilleur accès aux données et recherches nationales/régionales spécifiques sur les différents aspects du contrecoup patriarcal et de l'organisation antigénre, par exemple sur l'histoire et la dynamique actuelle de l'organisation du MRM dans différents contextes.

Il a été reconnu que MenEngage a besoin d'une compréhension plus intersectionnelle des forces motrices, des discours et des stratégies qui façonnent les manifestations du contrecoup brutal dans différents endroits. Différents exemples ont été donnés, tels que l'importance des discours patriarcaux de protection et de menace reproductive dans les politiques anti-immigration islamophobes et racistes dans de nombreuses régions d'Europe ou les liens complexes en Inde entre les politiques islamophobes de l'Hindutva, son suprémacisme brahmanique et la résurgence du patriarcat. À cet égard, il a été noté

que de telles analyses aideront également à informer les efforts de MenEngage pour contribuer à des mouvements progressistes plus larges en vue d'un changement de systèmes féministes intersectionnels. Le développement d'une compréhension commune du contrecoup, et de ses complexités intersectionnelles, nécessitera des processus d'éducation politique mutuelle à l'échelle de l'Alliance, conçus et dirigés par les membres d'Alliance MenEngage et facilités par les réseaux nationaux et régionaux en collaboration avec le Secrétariat mondial.

Plusieurs participants aux consultations régionales ont insisté pour que MenEngage soit plus explicite sur les politiques anti-LGBTQI+ du contrecoup patriarcal et de l'organisation antigénre dans de nombreuses régions du monde. Il est clair que les lois, les politiques et les discours homophobes et transphobes sont au cœur de cette organisation dans de nombreux endroits, notamment en raison de l'accent mis sur la famille "naturelle" et les différences naturalisées entre les genres masculins et féminins. Le féminisme intersectionnel comprend un engagement en faveur de l'autodétermination sexuelle et de genre, y compris en ce qui concerne l'orientation sexuelle et l'identité et l'expression de genre. Plusieurs participants ont noté que MenEngage pourrait faire davantage pour mettre en avant les questions SOGIESC dans ses analyses et ses communications publiques sur le contrecoup patriarcal et l'organisation antigénre. La manière de procéder variera forcément, étant donné les environnements juridiques et sociaux très différents affectant les droits des LGBTQI+ au sein desquels les membres de MenEngage travaillent.

Des processus au sein de MenEngage sont clairement nécessaires pour développer une compréhension commune des complexités du contrecoup dans différents contextes et environnements ; les personnes participantes aux consultations d'Afrique et d'Asie du Sud ont explicitement demandé au Secrétariat mondial de soutenir le réseau régional pour développer cette compréhension commune parmi leurs membres. Dans toutes les consultations, l'initiative CoLab a été saluée pour son soutien aux membres sur une série de questions techniques, et de nombreux participants ont estimé qu'une série CoLab dédiée au contrecoup patriarcal serait très bénéfique - ce point est discuté plus en détail dans la section suivante. Un participant à la consultation de l'Asie du Sud a recommandé que le Secrétariat mondial "soutienne un groupe de réflexion sur le contrecoup" afin d'aider les membres de l'Alliance à analyser le contrecoup patriarcal et l'organisation antigénre.

Amélioration des processus de partage des bonnes pratiques et des leçons apprises

En tant que communauté de pratique mondiale en expansion, le partage des bonnes pratiques et la discussion et l'application des leçons apprises dans différents contextes sont au cœur de l'action de MenEngage. Dans toutes les consultations régionales, il a été demandé que les réseaux régionaux et le Secrétariat mondial améliorent les processus de partage des bonnes pratiques et des leçons apprises entre les membres, afin d'améliorer et de soutenir leur travail sur le contrecoup et la résistance patriarcale. Deux grands thèmes ont été abordés en ce qui concerne l'objectif de ces échanges d'apprentissage :

- Renforcement des compétences, discours et partage des leçons sur le travail direct avec les hommes et les garçons (en désaccord) pour les faire participer à notre vision et à notre travail pour la justice de genre, les droits de l'homme et le progrès social. De nombreux participants ont souhaité apprendre d'autres régions leur travail dans ce domaine, notant que la nature transnationale de l'organisation antigénre rend d'autant plus important que MenEngage travaille et apprenne au niveau transnational, afin d'être le plus efficace possible dans la lutte contre ces mouvements antigénre. De nombreux

participants ont également souhaité que les membres de MenEngage partagent leur expérience et leur expertise sur la manière de tenir en compte les formes croisées de pouvoir et de privilège dans le travail avec divers groupes d'hommes et de garçons, pour remettre en question les masculinités patriarcales.

- Renforcement des compétences, discours et partage des leçons sur la manière de contribuer plus efficacement à la construction d'un mouvement féministe intersectionnel et de justice de genre. Les personnes participantes ont noté les nombreuses façons dont les membres de MenEngage sont déjà actifs, bien qu'à des degrés différents, dans le travail du mouvement féministe intersectionnel et de justice de genre pour contrer les forces antigénre. Cependant, il y a eu un accord général sur le fait que non seulement les membres de MenEngage veulent et doivent faire plus dans ce domaine de travail, mais aussi que des compétences et des capacités spécifiques doivent être renforcées en ce qui concerne les questions clés de la construction du mouvement. Il s'agissait notamment de renforcer les compétences et de partager des histoires et des leçons sur : la solidarité active et la responsabilité des hommes dans l'organisation féministe intersectionnelle ; le soutien émotionnel et les protocoles de sécurité pratiques pour contrer les contrecoups ; ainsi que sur les contributions spécifiques que les membres de MenEngage pourraient apporter à l'organisation féministe intersectionnelle (du suivi de l'organisation antigénre avec les hommes dans leurs contextes, à l'engagement avec des entités institutionnelles dirigées par des hommes qui sont devenues une cible pour les campagnes antigénre, telles que les "unités pour les hommes" au sein des ministères du genre).

En ce qui concerne les processus susceptibles de soutenir le renforcement des compétences, la narration et le partage des leçons, toutes les consultations régionales ont convenu que, comme indiqué ci-dessus, l'initiative CoLab a bien fonctionné et devrait être utilisée pour améliorer la réponse de MenEngage au contrecoup par le biais de l'apprentissage inter et intrarégional. De plus amples détails sur ce à quoi cela pourrait ressembler à l'avenir sont abordés dans la section "Orientations". D'autres suggestions visant à améliorer MenEngage en tant que communauté de pratique ont été formulées :

- Utiliser le site CoLab en ligne comme un espace pour rassembler et annoter les ressources existantes sur la compréhension et la lutte contre le contrecoup patriarcal, y compris la recherche, les boîtes à outils, les programmes de formation, etc. et, dans la mesure du possible, rendre les ressources accessibles dans plusieurs langues ;
- Faciliter l'accès aux programmes de formation et au mentorat à l'échelle mondiale ; et
- Développer des outils de suivi et d'évaluation et encourager l'établissement de rapports réguliers afin de suivre les progrès et d'affiner les approches.

Une plus grande capacité interne à façonner des discours et à modifier les politiques

Outre les besoins exprimés ci-dessus, la nécessité de renforcer la capacité des membres de MenEngage à façonner les discours qui influencent l'opinion publique et le débat politique sur les questions de genre, de sexualité et de justice a été largement exprimée. Comme nous l'avons déjà noté, les consultations régionales ont fait état d'une inquiétude généralisée quant au succès des forces antigénre, même si elles

"Nous avons besoin d'une voix forte.

- Consultation MenEngage Africa

varient selon les contextes, à influencer les termes mêmes dans lesquels nous menons et exprimons notre travail. Cela va de la difficulté d'utiliser le terme "genre" dans certains endroits à la cooptation d'un langage de droits pour mettre l'accent sur les "droits des hommes" et/ou les "droits de l'enfant à naître", en passant par l'utilisation de discours émotionnellement convaincants sur la condition de victime des hommes pour saper l'objectif de MenEngage qui est d'enrôler les hommes dans le projet de changement féministe des systèmes.

Comme l'ont fait remarquer de nombreux participants, MenEngage doit d'urgence renforcer ses capacités internes à façonner les discours publics, et en particulier à influencer l'environnement médiatique qui joue un rôle déterminant dans la formation de ces discours. Une fois de plus, l'initiative CoLab a été soulignée comme un moyen par lequel ces capacités pourraient être renforcées, mais certains participants ont également souligné le besoin non seulement de faciliter le partage et l'apprentissage au sein de l'Alliance, mais aussi d'apporter une expertise externe spécifique sur différents aspects du travail médiatique qui pourrait renforcer le travail des membres de MenEngage. Une série de suggestions ont été faites, y compris l'utilisation d'une expertise externe pour organiser des sessions de formation et des cours sur :

- l'élaboration des contenus de médias sociaux émotionnellement convaincants à utiliser dans les campagnes en ligne sur les droits et la justice en matière de genre et de sexualité ;
- le développement des compétences en matière de réponse rapide et de réfutation, afin de permettre aux membres de MenEngage de contrer la désinformation en ligne qui contribue au contrecoup patriarcal ;
- le travail avec les jeunes hommes en tant que consommateurs et producteurs de médias, afin de les mobiliser en faveur des droits et de la justice de genre et de sexualité ;
- la collaboration avec des journalistes et d'autres producteurs dans les grands médias pour obtenir leur soutien dans la lutte contre les contrecoups patriarcaux et la résistance ; et
- la contribution aux campagnes de sensibilisation sur la régulation des médias, en particulier en réponse à la propagation de la violence sexiste favorisée par la technologie.

Moins souvent exprimé, mais tout de même remarquable, le sentiment de certains participants est que MenEngage devrait s'associer davantage à d'autres organisations et campagnes qui pourraient être plus crédibles auprès des différents groupes d'hommes que nous essayons d'atteindre. Cela a parfois été présenté comme le défi d'atteindre le "milieu mobile", en d'autres termes, le grand nombre d'hommes qui ne sont pas encore convaincus par notre vision de la justice de genre et du progrès social, mais qui ne sont pas non plus attirés (encore) par les messages des groupes conservateurs et antigendre. Un participant est allé jusqu'à dire que, pour ce milieu mobile, "nous ne sommes pas des messagers crédibles". La mesure dans laquelle cela est vrai ou non variera très certainement d'un contexte à l'autre, mais il est nécessaire que MenEngage continue à chercher des moyens et des ressources pour s'associer à des "messagers crédibles" aux yeux du milieu mobile.

De nombreux participants Le renforcement des capacités internes pour façonner les discours publics a été lié par au besoin de renforcer la capacité de MenEngage à contribuer au plaidoyer et aux campagnes en faveur du changement de politique. Le travail de Advocacy Working Group (groupe de travail mondial sur le plaidoyer ou AWG) a été salué par de nombreux participants, mais en même temps, beaucoup ont

noté que les réseaux nationaux et régionaux de MenEngage ont besoin d'un renforcement des capacités et d'un soutien technique et financier continu afin de pouvoir :

- Fournir des données, des preuves et des exemples de cas pour soutenir le travail de l'AWG sur les accords et conventions internationaux ;
- Contribuer à la défense des mouvements féministes et LGBTQI+ dans les forums intergouvernementaux au niveau régional (par exemple, l'Union africaine, l'Union européenne, etc.)
- S'allier à une série de campagnes féministes, LGBTQI+, de justice sociale et de droits humains, ainsi qu'à des litiges stratégiques aux niveaux infranational, national et régional, afin de contrer la politique antidémocratique des forces de contrecoup et de l'organisation antigendre.

Des processus renforcés pour le soutien émotionnel et la sécurité personnelle

Les consultations régionales ont souvent souligné les défis émotionnels liés à la remise en cause du contrecoup patriarcal. De nombreux participants ont noté les environnements hostiles créés par les gouvernements de droite, la montée de la manosphère et l'intensification des attaques en ligne et hors ligne contre les militants et alliés féministes et LGBTQI+ comme posant un défi émotionnel aussi bien que technique. La peur, l'épuisement, l'accablement et la perte d'espoir ont été mentionnés comme des réactions émotionnelles. Pour certains, les conséquences ont été très graves ; une des personnes participantes a mentionné qu'elle avait dû déménager dans un autre pays en raison des menaces qu'elle avait affrontées dans son propre pays.

Les personnes participantes ont apprécié l'espace que MenEngage crée déjà pour que les membres se soutiennent mutuellement dans la gestion de ces défis émotionnels ; comme l'a dit l'un d'entre eux lors de la consultation latino-américaine, "MenEngage est un laboratoire social de soins collectifs et de soutien mutuel". En même temps, de nombreux participants ont exprimé le besoin pour MenEngage de donner la priorité à l'attention et à l'investissement dans les processus et les procédures de soutien émotionnel collectif, en faisant diverses suggestions, y compris :

- Plus d'occasions de se rencontrer régulièrement et en personne dans le cadre des réseaux nationaux et régionaux afin, comme l'a dit un participant, de "renforcer le fait que l'on n'est pas seul" ;
- Intégrer des pratiques de soins et de soutien dans les réunions et événements réguliers, par exemple en utilisant des contrôles émotionnels ;
- S'inspirer des pratiques propres à chaque culture qui dynamisent et inspirent des actions pleines d'espoir et de joie pour le changement personnel et social ; et
- Accès à des conseils personnalisés en matière de soins personnels et de soutien mutuel - un participant a suggéré d'organiser une "session courrier du coeur" ou rubrique conseil.

En complément de cette discussion sur les besoins de soutien émotionnel, il a été question de la nécessité pour MenEngage de soutenir les membres dans la gestion de leur sécurité personnelle, en particulier en ce qui concerne les questions de sécurité numérique. Certains ont fait remarquer que la montée des dirigeants autoritaires et des gouvernements de droite a accru la surveillance des activistes de la justice de genre par l'État et intensifié la censure. Certains participants ont insisté pour que

MenEngage fournisse davantage de conseils et de soutien aux membres qui travaillent dans des conditions politiques oppressives.

Un financement accru et durable

Dans toutes les consultations régionales, il a été convenu que le manque de financement pour les activités des réseaux nationaux et régionaux est une contrainte importante pour leur capacité à mieux aider les membres à comprendre et à répondre aux contrecoups patriarcaux et à la résistance. Sans financement supplémentaire pour les réseaux, et sans que le Secrétariat mondial n'étende son soutien aux réseaux nationaux et régionaux, il est difficile d'imaginer comment beaucoup, voire la plupart, des besoins identifiés ci-dessus pourront être satisfaits. Les personnes participantes ont également noté que le travail de lutte contre les contrecoups et la résistance doit être soutenu dans le temps, car il n'y a pas de solution miracle ; cela signifie que le financement de ce travail doit également s'étendre au-delà des échéances de financement de projets à relativement court terme.

Etant donné que le niveau de financement actuellement disponible pour les mouvements et l'organisation des droits des femmes et des droits LGBTQI+ est terriblement inadéquat, il est clair que tout effort visant à collecter des fonds supplémentaires pour le travail de MenEngage et de ses réseaux constitutifs ne doit pas chercher à détourner des fonds qui iraient autrement aux organisations de droits des femmes et de droits LGBTQI+. Les personnes participantes ont souligné la nécessité de rechercher de nouvelles sources de financement et, pour le Secrétariat mondial, de soutenir les réseaux nationaux et régionaux dans leurs propres activités de collecte de fonds par le biais d'un soutien technique. Certaines suggestions spécifiques ont été faites, notamment : sensibiliser les donateurs à l'impact de l'action en réseau pour la justice entre les genres et à la nécessité de financer les réseaux de changement social ; rechercher de nouvelles sources de financement en rapport avec les menaces posées par le contrecoup patriarcal (par exemple, les budgets de responsabilité sociale des entreprises de l'industrie technologique pour financer le travail de lutte contre la manosphère et la VBG facilitée par la technologie) ; aider les membres à explorer des possibilités créatives d'autofinancement (par exemple, en utilisant une approche d'entreprise sociale, comme cela a été suggéré lors de la consultation en Asie du Sud) ; et renforcer la capacité du réseau à répondre rapidement aux opportunités de collecte de fonds dès qu'elles se présentent.

Recommandations

Dans sa section finale, le rapport de synthèse sur les discussions du symposium Ubuntu au cours de 2020-2021 sur le contrecoup et le fondamentalisme soulignait que " les efforts pour réaliser l'égalité des genres et la justice nécessitent une prise de conscience du contrecoup patriarcal et de son adaptabilité " et formulait un certain nombre de recommandations générales pour l'action future de MenEngage en réponse à cette prise de conscience. Sur la base des consultations résumées dans ce rapport et des préoccupations, réponses et besoins mis en évidence, il est clair que ces recommandations sont toujours d'actualité. Compte tenu du temps qui s'est écoulé entre le symposium Ubuntu et aujourd'hui, il est également clair que l'affinement et l'exécution de ces recommandations sont désormais une question d'urgence.

Les recommandations suivantes, tirées du rapport de synthèse du symposium Ubuntu, définissent les priorités et les orientations futures du travail de MenEngage. Chaque recommandation est accompagnée de suggestions pour la rendre opérationnelle, sur la base des résultats de ce processus consultatif.

Recommandation 1 : "Synthétiser et partager l'analyse critique féministe des offensives antigendre, des droits des hommes et des antiféministes au niveau mondial".

Il est manifestement nécessaire de renforcer une analyse et une compréhension communes, au sein de l'Alliance, des complexités du contrecoup patriarcal, de la résistance et de l'organisation antigendre. Voici quelques suggestions spécifiques pour répondre à ce besoin :

- **Utiliser le site en ligne du CoLab** pour rassembler et annoter l'ensemble croissant de recherches, d'analyses et de commentaires sur le contrecoup patriarcal, la résistance et l'organisation antigendre. XY Online constitue un point de départ utile pour identifier et sélectionner les recherches, analyses et commentaires pertinents. Compte tenu de son orientation anglophone, des efforts spécifiques devraient également être déployés pour trouver des recherches, des analyses et des commentaires pertinents dans d'autres langues majeures et les mettre à disposition sur le site du CoLab. Un système de mots-clés pour la documentation devrait être développé pour permettre une recherche aisée par région, par thème et par type de documentation.
- **Créer un résumé mensuel** à diffuser sur le listserv de MenEngage afin d'aider les membres à suivre l'évolution de la recherche, de l'analyse et des commentaires sur le contrecoup patriarcal, la résistance et l'organisation antigendre. Le recueil fournira de brefs résumés des nouvelles publications sur les questions liées au contrecoup et, dans la mesure du possible, des liens vers des sources accessibles au public pour ces publications. Une fois de plus, ce recueil devrait tenter de couvrir les publications dans les principales langues.

Recommandation 2 : "Organiser une initiative d'apprentissage sur la façon de mieux comprendre les contrecoups et d'y répondre d'un point de vue féministe et des hommes et masculinités".

Les personnes participantes à toutes les consultations régionales ont clairement exprimé leur intérêt pour des opportunités d'apprentissage plus structurées afin d'approfondir leur compréhension du contrecoup patriarcal et des stratégies de réponse. L'initiative CoLab a également été largement appréciée en tant que processus d'apprentissage et de partage entre pairs. Dans ce contexte, il est suggéré que des actions spécifiques menées pour organiser une telle initiative d'apprentissage pourraient consister à :

Résister aux contrecoups : recommandations

- **Développer une série de CoLab en deux volets** sur la résistance au contrecoup patriarcal, comprenant chacun 8 à 10 sessions. Reflétant les différents domaines de travail dans lesquels les membres de MenEngage sont impliqués, les deux pistes se concentreraient respectivement sur :
 - Piste 1 : Mobiliser les hommes et les garçons pour un changement personnel et social
 - Piste 2 : Le travail du mouvement pour un changement féministe des systèmes
- Les deux pistes comprendront des sessions sur des **sujets et des questions fondamentales**, par exemple : Comprendre le contrecoup brutal - Concepts clés ; Répondre au contrecoup brutal - Principes et leçons émergentes ; Opérer dans des environnements hostiles ; et Documenter, partager et tirer des leçons du changement.
- **La piste 1 sur la "Mobilisation des hommes et des garçons pour le changement personnel et social"** pourrait inclure des sessions spécifiques sur : Priorité et connexion avec les hommes ; travail intersectionnel sur le pouvoir, les privilèges et l'oppression ; renforcement des compétences pour le changement personnel et social ; et changer le discours- utiliser les médias pour le changement personnel et social.
- **La piste 2 sur "Le travail du mouvement pour le changement féministe des systèmes"** pourrait inclure des sessions spécifiques sur : Comprendre le changement féministe des systèmes ; Se montrer comme un allié responsable ; Les rôles de MenEngage dans le plaidoyer du mouvement et la surveillance de l'opposition ; et Changer le récit - stratégies pour changer les institutions médiatiques dominées par les hommes.
- Chaque piste du CoLab serait **conçue et dirigée par les organisations membres de MenEngage**, avec le soutien du Secrétariat mondial et, s'il est formé, du groupe de travail "Resisting Backlash" (voir ci-dessous). Si nécessaire, une expertise externe devrait également être apportée, par exemple en ce qui concerne le travail de changement du discours avec les médias.

Recommandation 3 : "Identifier et partager les enseignements tirés de la manière dont les membres et les partenaires s'attaquent aux droits des hommes et aux messages et mobilisations conservateurs antiféministes".

En relation avec ce qui précède, cette initiative d'apprentissage du CoLab devrait s'appuyer sur les enseignements tirés des travaux en cours des membres. Bien que cela n'entre pas dans le cadre de ce processus de consultation, il est clairement nécessaire de dresser un inventaire complet et de documenter les travaux en cours, ce qui devrait inclure :

- **Documenter les stratégies actuelles, les défis, les impacts et les leçons** tirées du travail des membres sur le contrecoup patriarcal et la résistance dans toutes les régions de MenEngage ;
- **La collecte et la mise en forme d'histoires de changement** à partager non seulement internement, mais aussi dans différents formats médiatiques afin d'atteindre de multiples publics externes ; et
- **Répondre aux problèmes d'accès linguistique** en rendant les informations ci-dessus disponibles dans les principales langues.

Recommandation 4 : "Élaborer des messages régionaux et mondiaux pour contrer les discours antiféministes, notamment en mettant en avant les messages des membres et des partenaires qui effectuent ce travail".

Dans toutes les consultations régionales, les personnes participantes ont exprimé leur intérêt à contribuer davantage aux travaux du groupe de plaidoyer AWG, notamment en raison du rôle que les réseaux régionaux et nationaux peuvent jouer en tant qu'intermédiaires entre les réalités locales et le discours politique et le plaidoyer à l'échelle mondiale. Les personnes participantes ont également souligné la nécessité pour les réseaux régionaux et nationaux d'être eux-mêmes plus actifs dans les campagnes de plaidoyer au sein des forums régionaux et des processus politiques nationaux. Compte tenu des ressources limitées et de l'engagement de MenEngage à s'allier à des mouvements plus larges pour la justice de genre (JG) ainsi qu'à des mouvements de justice sociale (JS) plus généralement, il est logique que les réseaux régionaux et nationaux renforcent leurs propres capacités afin d'être des alliés plus forts pour les mouvements dans leurs contextes respectifs. Cela pourrait inclure :

- Renforcer les compétences et l'expertise en matière de **développement de messages pro-féministes et pro-LGBTQI+** pour différents publics d'hommes, que les mouvements JG/JS peuvent utiliser dans leur travail de plaidoyer et de campagne ;
- Renforcer les compétences et l'expertise dans les **stratégies de médias sociaux pour "changer le discours"** concernant les masculinités, le pouvoir et la justice ;
- Développer les capacités techniques et organisationnelles nécessaires pour **réagir rapidement en ligne** et réfuter les contenus misogynes, homophobes et transphobes, y compris les fausses informations et la désinformation ; et
- En relation avec ce qui précède, renforcer les capacités techniques et organisationnelles nécessaires au **suivi permanent** des acteurs de la lutte antigendre.

Recommandation 5 : "Renforcer les processus et les structures au sein de MenEngage pour mettre en œuvre ces quatre recommandations".

Cette cinquième recommandation, non spécifiée dans le rapport du symposium Ubuntu, concerne les processus et structures internes qui doivent être renforcés pour que les quatre recommandations ci-dessus soient effectivement mises en œuvre. Ces processus et structures internes doivent fonctionner à tous les niveaux des opérations d'Alliance MenEngage, du national au mondial, afin de garantir un leadership collectif et une mise en œuvre à l'échelle de l'Alliance des stratégies visant à contrer les contrecoups. Les actions visant à faire avancer cette recommandation pourraient inclure

- Créer un **Groupe de Travail de Résistance au Contrecoup (Resisting Backlash Working Group)** pour superviser et coordonner l'action de MenEngage sur ces quatre recommandations ;
- Attirer **de nouvelles sources de financement** pour soutenir ce travail, qui s'ajoutent au financement actuellement disponible pour les droits des femmes et les droits des personnes LGBTQI+, plutôt que de le détourner - par exemple, le financement de la responsabilité sociale des entreprises de l'industrie technologique ;
- **Sensibiliser les donateurs** à la nature à long terme de ce travail afin de résister aux contrecoups, ainsi qu'à la nécessité d'une action collective en réseau à tous les niveaux ;

Résister aux contrecoups : recommandations

- Continuer à renforcer le **leadership des jeunes** à tous les niveaux de l'Alliance afin de s'assurer que l'Alliance MenEngage reste réactive, créative et efficace ; et
- Soutenir les réseaux régionaux et nationaux pour qu'ils continuent à **augmenter le nombre de leurs** membres grâce à une approche stratégique et veiller à ce que ces nouveaux membres soient pleinement alignés sur les normes, les principes et les stratégies de MenEngage grâce à un processus d'intégration amélioré pour les nouveaux membres.